

Rapport financier semestriel

➤ 30 juin 2021

SOMMAIRE

1 Rapport d'activité du premier semestre 2021	3
1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2021	4
1.2 Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2021	5
1.3 Commentaires sur l'activité du 1 ^{er} semestre 2021	5
1.4 Facteurs de risques	5
1.5 Transactions avec les parties liées	10
1.6 Évolution de la gouvernance	10
1.7 Informations concernant le capital social	11
1.8 Evènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	11
2 Comptes consolidés intermédiaires condensés	12
2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire	13
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	14
2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire actif	15
2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres	16
2.5 État des flux de trésorerie consolidés	17
2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2021	18
2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2020	19
2.8 Notes explicatives	20
3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	53
4 Attestation de la personne responsable	55

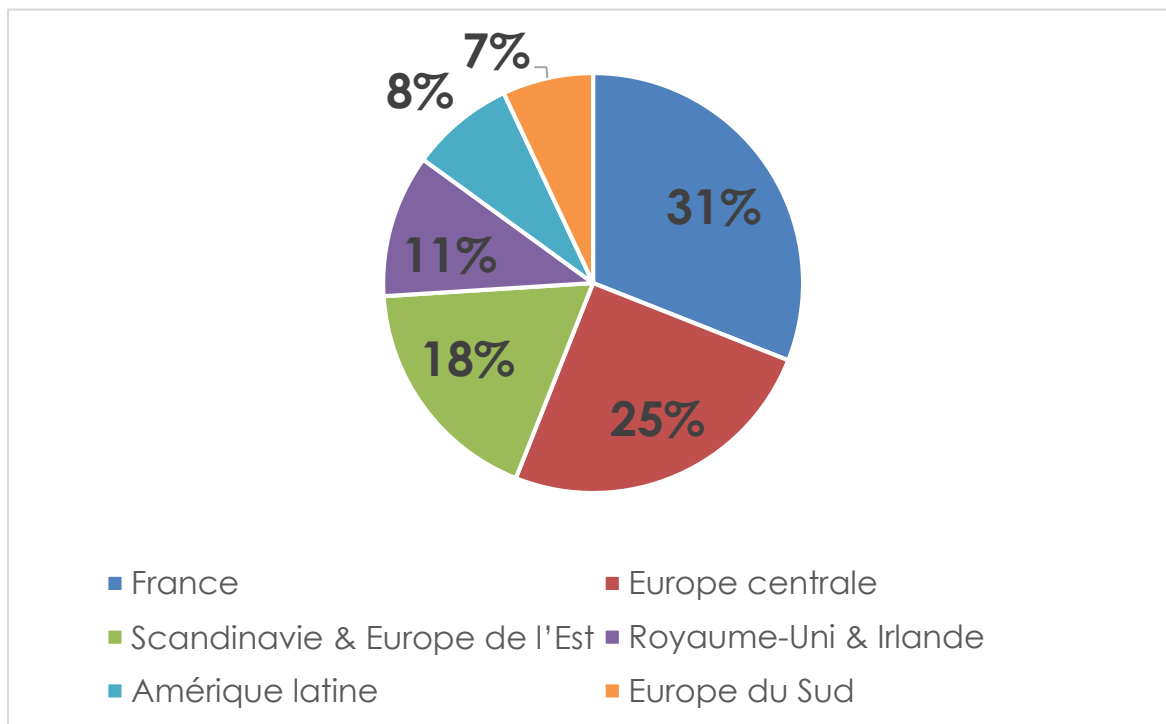
1

Rapport d'activité du premier semestre 2021

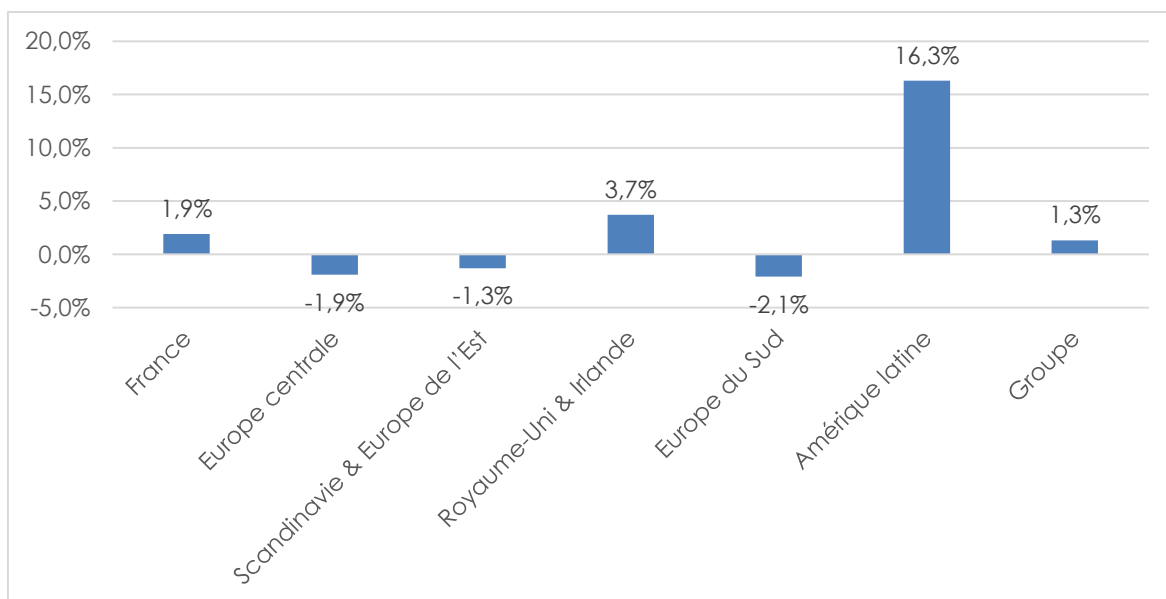
1.1 Profil du Groupe et chiffres clés du 1^{er} semestre 2021

Avec plus d'un siècle d'expertise, Elis fournit aujourd'hui des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être. S'appuyant sur un savoir-faire unique et l'engagement de ses 45 000 collaborateurs, le Groupe entend être l'acteur de référence et le partenaire de confiance pour l'ensemble de ses 400 000 clients à travers le monde.

Répartition du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2021 par zone géographique



Evolution du chiffre d'affaires organique par zone géographique au 1^{er} semestre 2021



1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2021

Croissance organique du 1^{er} semestre supérieure à nos anticipations et forte amélioration de tous les indicateurs financiers

- Chiffre d'affaires de 1 375,5m€ (+1,8% par rapport au 1^{er} semestre 2020)
- Croissance organique du chiffre d'affaires de +19,4% au 2^{ème} trimestre et de +1,3% sur le semestre
- Marge d'EBITDA en amélioration de +80pb à 33,3% du chiffre d'affaires
- Marge d'EBIT en amélioration de +140pb à 9,5% du chiffre d'affaires
- Hausse du résultat net courant de +36,2% à 67,1m€
- Free cash-flow (après paiement des loyers) de 90,7m€ (+61,5% vs le 1^{er} semestre 2020)
- Diminution de la dette nette du Groupe de 78,4m€ au 1^{er} semestre 2021

Profil de croissance organique structurellement renforcé en Santé, Industrie et Commerce & Services

- Dans toutes nos géographies, l'activité de ces 3 marchés bénéficie du succès de nos nouvelles offres commerciales et des évolutions des besoins de nos clients en Vêtement professionnel et en Hygiène & bien-être
- Amélioration du taux de rétention dans tous les pays, notamment au Royaume-Uni
- Le chiffre d'affaires de ces 3 marchés est en croissance organique d'environ +5% sur le semestre
- En Hôtellerie-Restaurant, la levée des mesures de confinement et la reprise partielle des déplacements ont permis de revenir à un niveau d'activité au 30 juin 2021 inférieur de c. -30% comparé à la situation pré-crise

Marge en amélioration, tirée par un important effet de levier opérationnel

- Les économies réalisées au 2^{ème} semestre 2020 ont significativement et durablement diminué la base de coûts d'Elis
- Le Groupe fait preuve d'une grande discipline sur les prix
- Bonne performance industrielle et poursuite de l'amélioration de la productivité dans les usines

Mise à jour des perspectives

- Croissance organique du chiffre d'affaires annuel attendue entre +5% et +6%
- Marge d'EBITDA 2021 attendue à environ 34,5%
- Free cash-flow (après paiement des loyers) attendu dans une fourchette comprise entre 200m€ et 230m€
- Levier d'endettement de 3,3x au 31 décembre 2021 puis inférieur à 3,0x au 31 décembre 2022

1.3 Commentaires sur l'activité du 1^{er} semestre 2021

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires publié

En millions d'euros	2021			2020			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
France	200,4	220,2	420,7	236,9	175,7	412,5	-15,4%	+25,4%	+2,0%
Europe centrale	169,2	175,2	344,3	180,1	163,2	343,3	-6,1%	+7,3%	+0,3%
Scandinavie & Eur. de l'Est	117,2	118,9	236,1	127,0	106,3	233,3	-7,7%	+11,9%	+1,2%
Royaume-Uni & Irlande	70,3	85,0	155,3	88,9	54,9	143,8	-21,0%	+55,0%	+8,0%
Europe du Sud	42,6	52,5	95,1	60,5	36,6	97,2	-29,6%	+43,3%	-2,1%
Amérique latine	53,0	59,4	112,4	58,8	49,9	108,7	-10,0%	+19,0%	+3,3%
Autres	5,5	6,1	11,6	6,9	6,0	12,9	-20,2%	+1,3%	-10,2%
Total	658,2	717,3	1 375,5	759,2	592,6	1 351,7	-13,3%	+21,1%	+1,8%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	Croissance organique	Croissance externe	Effet change	Croissance publiée
France	420,7	412,5	+1,9%	+0,1%	-	+2,0%
Europe centrale	344,3	343,3	-1,9%	+2,7%	-0,5%	+0,3%
Scandinavie & Eur. de l'Est	236,1	233,3	-1,3%	-	+2,5%	+1,2%
Royaume-Uni & Irlande	155,3	143,8	+3,7%	+3,7%	+0,6%	+8,0%
Europe du Sud	95,1	97,2	-2,1%	-	-	-2,1%
Amérique latine	112,4	108,7	+16,3%	+3,5%	-16,5%	+3,3%
Autres	11,6	12,9	-10,5%	-	+0,3%	-10,2%
Total	1 375,5	1 351,7	+1,3%	+1,4%	-1,0%	+1,8%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires

	1 ^{er} trimestre 2021	2 ^{ème} trimestre 2021	1 ^{er} semestre 2021
France	-15,4%	+25,2%	+1,9%
Europe centrale	-9,1%	+6,0%	-1,9%
Scandinavie & Europe de l'Est	-9,5%	+8,5%	-1,3%
Royaume-Uni & Irlande	-22,2%	+45,8%	+3,7%
Europe du Sud	-29,6%	+43,3%	-2,1%
Amérique latine	+12,1%	+21,2	+16,3%
Autres	-19,5%	-0,0%	-10,5%
Total	-12,8%	+19,4%	+1,3%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

Croissance organique du chiffre d'affaires mensuel

	Janvier 2021	Février 2021	Mars 2021	Avril 2021	Mai 2021	Juin 2021
France	-22,8%	-20,3%	+0,5%	+35,9%	+29,7%	+14,7%
Europe centrale	-17,8%	-10,5%	+2,7%	+8,8%	+5,8%	+3,8%
Scandinavie & Eur. de l'Est	-16,6%	-11,1%	+0,8%	+10,1%	+8,6%	+6,9%
Royaume-Uni & Irlande	-27,9%	-25,8%	-10,7%	+37,9%	+43,4%	+55,5%
Europe du Sud	-36,9%	-39,2%	-6,5%	+44,3%	+48,8%	+38,1%
Amérique latine	+7,2%	+6,9%	+24,0%	+33,6%	+18,7%	+13,6%
Autres	+16,0%	-10,9%	-44,7%	+4,8%	-40,5%	+58,3%
Total	-19,7%	-16,4%	+0,4%	+23,4%	+19,7%	+15,8%

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes.

EBITDA

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020	Var. S1 2021 / S1 2020
France	153,2	145,0	+5,6%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	36,3%	35,1%	+120pb
Europe centrale	111,2	110,8	+0,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,1%	32,1%	=
Scandinavie & Europe de l'Est	92,1	91,4	+0,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	39,0%	39,2%	-20pb
Royaume-Uni & Irlande	46,7	36,8	+26,9%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	30,1%	25,6%	+450pb
Europe du Sud	24,2	22,4	+8,0%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	25,4%	23,0%	+240pb
Amérique latine	37,6	38,0	-1,0%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	33,5%	34,9%	-150pb
Autres	(6,3)	(4,5)	+41,5%
Total	458,7	439,9	+4,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	33,3%	32,5%	+80pb

« Autres » inclut les Entités Manufacturières et les Holdings.
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes.

La marge d'EBITDA du Groupe est en amélioration de +80pb au 1^{er} semestre, à 33,3%.

France

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires est en hausse de +2,0% (+1,9% en organique). Nos activités en Santé, Industrie et Commerce & Services sont tirées par une bonne dynamique en Vêtement professionnel (clients en agro-alimentaire et en santé) et par le besoin accru de nos clients pour des produits et services d'Hygiène. L'activité en Hôtellerie-Restaurant a nettement rebondi à partir de la mi-mai et la levée des mesures de confinement dans le pays, se traduisant par une croissance organique nettement meilleure au 2^{ème} trimestre qu'au 1^{er} (+25,0% contre -15,4%).

La marge du 1^{er} semestre 2021 atteint 36,3% (+120pb), effaçant ainsi la nette baisse enregistrée au 1^{er} semestre 2020. Ceci reflète les mesures de réduction de coûts très significatives mises en place dans le pays en 2020, tant au niveau des usines que du siège.

Europe centrale

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de la région est en légère hausse de +0,3% (-1,9% en organique), avec une nette amélioration au 2^{ème} trimestre (+6,0% en organique contre -9,1% au 1^{er} trimestre). Les activités industrielles ont montré une bonne résilience, avec de nouveaux gains de contrats en Vêtement professionnel. Ainsi, la Pologne, la République Tchèque et le Belux affichent une croissance organique positive sur le semestre, portée par une forte dynamique commerciale auprès de clients des secteurs de l'agro-alimentaire, des services énergétiques ou de la pharmacie, malgré des mesures de confinement strictes au 1^{er} trimestre. L'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse affichent une légère décroissance organique sur le semestre malgré une amélioration de tendance au 2^{ème} trimestre.

La marge d'EBITDA est stable par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 32,1%.

Scandinavie & Europe de l'Est

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +1,2% (-1,3% en organique). La forte proportion de clients dans les secteurs de l'Industrie et du Commerce & des Services a permis à cette région de se montrer relativement résiliente depuis le début de la crise. La Suède et le Danemark, plus gros contributeurs de la région, enregistrent respectivement une baisse d'environ -4% et -2% au 1^{er} semestre en organique, en lien avec l'Hôtellerie-Restaurant. La Norvège, la Finlande les Pays Baltes et la Russie sont quant à eux en croissance organique sur le semestre, avec une dynamique commerciale intacte en Vêtement professionnel.

La marge d'EBITDA est quasi stable par rapport au 1^{er} semestre 2020, en très léger repli de -20pb, à 39,0%.

Royaume-Uni & Irlande

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de la région est en hausse de +8,0% (+3,7% en organique). L'Hôtellerie-Restaurant, qui représente habituellement environ un tiers de l'activité de la zone a nettement rebondi au 2^{ème} trimestre, tirée par un tourisme intérieur très dynamique à partir du mois de mai. Au 2^{ème} trimestre, l'activité en Hôtellerie-Restaurant ressort ainsi en baisse d'environ -40% par rapport au niveau pré-crise, contre environ -70% au 1^{er} trimestre. L'Industrie et Commerce & Services, qui représentent habituellement un autre tiers de l'activité, sont en baisse d'environ -10% par rapport au niveau pré-crise mais le taux de rétention de clients est désormais en ligne avec la moyenne du Groupe, soit environ 5%. Enfin, le secteur de la Santé est revenu au niveau de 2019, et Elis continue de gagner des parts de marché grâce à des gains de contrats.

La marge d'EBITDA est en forte amélioration de +450pb par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 30,1%. L'atteinte de ce niveau de marge illustre la réussite de notre plan d'amélioration des anciennes opérations de Berendsen au Royaume-Uni.

Europe du Sud

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de la région est en baisse de -2,1% (intégralement organique). L'activité en Hôtellerie-Restaurant (plus de 60% du chiffre d'affaires total de la région en 2019) a nettement rebondi et a fortement tiré la croissance de la région au 2^{ème} trimestre (+43,3% en organique). En Vêtement professionnel, l'activité est toujours bien orientée grâce à une bonne dynamique commerciale et à l'accélération du développement de l'externalisation en conséquence de la crise sanitaire et du besoin de nos clients pour plus de traçabilité et d'hygiène.

La marge d'EBITDA est en amélioration de +240pb par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 25,4%. Cette augmentation ne fait que partiellement compenser la diminution de marge de l'année 2020, dans un contexte de très forte baisse des volumes. La poursuite d'un retour de l'activité vers les niveaux normatifs devrait contribuer à retrouver un niveau de marge plus élevé.

Amérique latine

Au 1^{er} semestre 2021, le chiffre d'affaires de la région est en croissance organique de +16,3% mais l'effet change fortement négatif ramène la croissance du chiffre d'affaires publié à +3,3%. Les secteurs sur lesquels intervient Elis (santé publique et privée, industrie agro-alimentaire) sont toujours bien orientés et le Groupe a su développer son offre

pour accompagner ses clients, entraînant le gain de contrats temporaires (surblouses étanches) ou permanents (vêtements de santé, augmentation du nombre de changes, développement de l'externalisation).

La marge d'EBITDA est en baisse de -150pb par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 33,5% en lien avec un effet de base défavorable, les importantes ventes de surblouses au 1^{er} semestre 2020 ayant eu un impact très fort sur la marge.

Tableau de passage de l'EBITDA au résultat net

En millions d'euros	S1 2021 publié	S1 2020 retraité ¹	Var.
EBITDA	458,7	439,9	+4,3%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	33,3%	32,5%	+80pb
Dotations aux amortissements	(327,6)	(329,6)	
EBIT	131,1	110,3	+18,8%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	9,5%	8,2%	+140pb
Résultat opérationnel courant	114,7	103,6	+10,7%
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(39,7)	(46,5)	
Autres produits et charges opérationnels	(3,9)	(37,2)	
Résultat opérationnel	71,1	19,9	+257,6%
Résultat financier net	(42,0)	(45,6)	
Charge d'impôt	(12,1)	4,3	
Résultat des activités poursuivies	17,1	(21,4)	n/a
Résultat net	17,1	(21,4)	n/a
Résultat net courant²	67,1	49,3	+36,2%

¹ : Une réconciliation est présentée dans la partie « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » de ce communiqué

² : Une réconciliation est présentée dans la partie « Tableau de passage du Résultat net au résultat net courant » de ce communiqué
Les taux de marge et les variations sont calculés sur la base des valeurs exactes

EBIT

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT est en hausse de +140pb au 1^{er} semestre 2021, en lien avec la forte baisse des investissements en linges en 2020, qui conduit à une relative stabilité des amortissements sur la période 2021-2022.

Résultat opérationnel

Les principaux éléments entre l'EBIT et le résultat opérationnel sont :

- les charges sur plans d'actions gratuites qui correspondent au traitement comptable prévu par la norme IFRS 2. Elles sont en augmentation de +9,6m€ au 1^{er} semestre 2021.
- la dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises qui relève principalement de l'allocation de l'écart d'acquisition de Berendsen. La diminution de ce poste de -6,8m€ au 1^{er} semestre 2021 s'explique principalement par la fin du plan d'amortissement de la marque Berendsen à la suite du rebranding.
- les autres produits et charges opérationnels. Le montant élevé au 1^{er} semestre 2020 correspondait principalement à des frais de restructuration liés aux plans d'économies et aux fermetures de sites et à des coûts additionnels directement liés à la crise sanitaire.

Résultat financier net

Au 1^{er} semestre 2021, la charge financière nette est de 42,0m€. Elle est en légère diminution par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Résultat net

Le résultat net ressort à 17,1m€ au 1^{er} semestre 2021, contre -21,4m€ au 1^{er} semestre 2020.

Tableau de passage du résultat net au résultat net courant

En millions d'euros	S1 2021 publié	S1 2020 re- traité ¹
Résultat net	17,1	(21,4)
Dotation aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises ²	31,9	36,5
Charge IFRS 2 ²	15,2	6,2
Amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunts ²	-	0,1
Frais de résiliation - refinancement ²	-	0,0
Autres charges et produits (non courant) comprenant :	2,9	27,9
Provisions pour litige ²	0,1	0,4
Coûts exceptionnels liés à la crise sanitaire ²	-	17,1
Frais de restructuration ²	2,7	8,5
Coûts liés aux acquisitions ²	0,5	1,6
Autres ²	(0,3)	0,4
Résultat net courant	67,1	49,3

¹ : Une réconciliation est présentée dans la partie « Retraitements des informations financières des exercices antérieurs » de ce communiqué

² : Net de l'effet impôt

Le résultat net courant ressort à 67,1m€ au 1^{er} semestre 2021, en amélioration de +36,2% par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Tableau de flux de trésorerie

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020
EBITDA	458,7	439,9
Eléments exceptionnels et variations de provisions	(7,4)	(32,4)
Frais d'acquisitions et de cessions	(0,5)	(1,3)
Autres	(0,7)	(0,6)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	450,0	405,6
Investissements nets	(255,7)	(232,7)
Variation du besoin en fonds de roulement	34,1	0,9
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(54,9)	(50,6)
Impôts versés	(37,7)	(34,0)
Paiements des passifs locatifs - principal	(45,1)	(33,1)
Free cash-flow	90,7	56,1
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(42,3)	(33,6)
Changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises	(3,6)	(3,2)
Autres flux liés aux opérations de financement	3,4	(5,1)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0,0	0,0
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice	-	-
Augmentation de capital et actions propres	17,5	(1,5)
Autres	(12,7)	(2,2)
Variation de l'endettement net	78,4	10,5
Endettement financier net	3 202,6	3 361,7

Investissements

Au 1^{er} semestre 2021, les investissements nets du Groupe ressortent à 18,6% du chiffre d'affaires. Ce ratio est en ligne avec une saisonnalité classique, où les investissements sont plus importants au 1^{er} semestre qu'au second, notamment en lien avec la préparation de la saison estivale. Au 1^{er} semestre 2021, les investissements en linge sont en augmentation d'environ 25m€ par rapport au 1^{er} semestre 2020, en raison notamment de nos succès commerciaux et des importantes signatures de contrat de Vêtements de Travail.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au 1^{er} semestre 2021, la variation du besoin en fonds de roulement est positive à c. +34m€, reflétant l'attention particulière qui continue d'être portée à la gestion des encaissements et des stocks.

Free cash-flow

Au 1^{er} semestre 2021, le free cash-flow (après paiement des passifs locatifs) ressort à 90,7m€, en augmentation de 34,5m€ (+61,5%) par rapport au 1^{er} semestre 2020.

Endettement financier net

L'endettement net du Groupe au 30 juin 2021 est de 3 202,6m€ contre 3 361,7m€ au 30 juin 2020 et 3 281,0m€ au 31 décembre 2020. Le levier d'endettement s'élève à 3,6x au 30 Juin 2021 et est donc inférieur au covenant initial du Groupe de 3,75x. Pour mémoire, le Groupe a obtenu en 2020 un réaménagement (waiver) du test de covenant bancaire au 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021. Les covenants renégociés pour ces échéances sont respectivement de 5,0x, 4,75x et 4,5x.

Distribution au titre de l'exercice 2020

Comme annoncé le 9 mars, aucune distribution n'aura lieu en 2021 au titre de l'exercice 2020.

Mise à jour des perspectives 2021

Le succès des nouvelles offres commerciales proposées par Elis, ainsi que l'effet de la crise sanitaire sur les besoins de nos clients (demande accrue de produits d'hygiène et augmentation de la consommation de vêtements de travail) nous permettent d'anticiper désormais une croissance organique comprise entre +5% et +6% sur l'année (par rapport à c. +3% précédemment communiqué) en prenant comme hypothèse de travail une activité en Hôtellerie-Restaurant inférieure d'environ -25% par rapport à 2019 pendant la saison estivale, puis inférieure d'environ -30% par rapport à 2019 jusqu'à la fin de l'année.

La marge d'EBITDA 2021 devrait être d'environ 34,5% grâce au levier opérationnel généré par les économies réalisées au 2^{ème} semestre 2020 ainsi qu'à l'excellence opérationnelle du Groupe en 2021.

Le free cash-flow (après paiement des loyers) devrait se situer dans une fourchette comprise entre 200m€ et 230m€, la principale variable étant la variation du besoin en fonds de roulement en lien avec l'impact de l'activité de fin d'année sur la variation des créances clients.

Le levier d'endettement devrait être de 3,3x au 31 décembre 2021 puis inférieur à 3,0x au 31 décembre 2022.

1.4 Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2021 sont ceux détaillés aux chapitres 3 et 4 du document d'enregistrement universel 2020, aux sections respectivement 3.2 « Risques Sociaux » (pages 105 à 111), 3.3 « Risques Environnementaux » (pages 112 à 118) et 4.1 « Facteurs de risques » (pages 130 à 141). Ces facteurs de risque demeurent applicables à la date du présent rapport et n'ont pas subi d'évolution significative, à l'exception des litiges mentionnés à la note 7.2 des comptes consolidés intermédiaires condensés. Ces risques sont ceux dont la Société estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

1.5 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la Note 5.2 « Rémunération des dirigeants » des comptes consolidés intermédiaires condensés figurant à la section 2 du présent rapport.

1.6 Évolution de la gouvernance

Le 20 mai 2021, s'est tenue l'assemblée générale annuelle d'Elis au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé le renouvellement du mandat de membres au conseil de surveillance de Florence Noblot, Joy Verlé et Anne-Laure Commault, pour une durée de quatre ans chacune, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera appelée à délibérer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2024.

Au 30 juin 2021, la composition du conseil de surveillance d'Elis et de ses comités ainsi que celle du directoire n'a pas été modifiée par rapport à celle décrite dans le document d'enregistrement universel pour l'exercice clos au 31 décembre 2020.

1.7 Informations concernant le capital social

1.7.1 REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET ACTIONNARIAT

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse www.elis.com.

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2021 :

Actionnaires	30 juin 2021					
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Canada Pension Plan Investment Board	27 328 509	54 653 018	54 653 018	12,20	20,41	20,42
Predica	13 992 162	27 934 324	27 934 324	6,24	10,43	10,44
Flottant, dont	182 630 094	185 106 011	185 106 011	81,51	69,12	69,15
› Ameriprise Financial, Inc ^(a)	10 870 475	10 870 475	10 870 475	4,85	4,06	4,06
› FMR LLC ^(b)	11 220 641	11 220 641	11 220 641	5,01	4,19	4,19
› Dirigeants et salariés ^(c)	4 193 586	5 088 870	5 088 570	1,87	1,90	1,90
› Actions auto-détenues ^(d)	118 604	118 604	-	0,05	0,04	0,00
TOTAL	224 069 369	267 811 957	267 693 353	100	100	100

(a) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil en date du 1^{er} mars 2021

(b) Sur la base de la déclaration de franchissement de seuil en date du 19 mars 2021

(c) Dont 1 370 637 actions, détenues par les salariés via le FCPE « Elis for All », 2 384 594 détenues au titre des règlements de plans d'actions de performance mis en œuvre par la Société pour lesquels la période d'acquisition est close.

(d) Dont 118 604 détenues dans le cadre du contrat de liquidité. Ces actions sont dépourvues de droit de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2021 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

1.7.2 FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF :

Actionnaire	Date de la déclaration	Référence de la déclaration	Franchissement
FIL Limited	19 mars 2021	221C0606	Franchissement à la hausse du seuil de 5% du capital social.
Ameriprise Financial, Inc.	1 ^{er} mars 2021	221C0448	Franchissement à la baisse du seuil de 5% des droits de vote

1.7.3 ACTIONS POTENTIELLES

Au 30 juin 2021, le volume potentiel des instruments dilutifs en circulation représente 13 124 018 actions au titre des obligations à options de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (Océanes) - inchangé par rapport au 31 décembre 2020 - et 3 876 659 actions au titre des actions de performance en cours d'acquisition. L'effet potentiellement dilutif global de ces instruments était ainsi d'environ 7,59 % du capital social au 30 juin 2021.

1.8 Evènements postérieurs à l'arrêt des comptes semestriels

Aucun autre évènement n'est survenu postérieurement à l'arrêt des comptes consolidés intermédiaires condensés.

2

Comptes consolidés intermédiaires condensés

2.1 État du résultat net consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021	30/06/2020 retraité*
Produits de l'activité ordinaire	3.1/3.3	1 375,5	1 351,7
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(253,3)	(260,6)
Coûts de traitement		(508,6)	(507,5)
Coûts de distribution		(216,0)	(230,4)
Marge brute		397,6	353,2
Frais de vente, généraux et administratifs		(284,4)	(242,3)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances		1,5	(7,4)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	3.2	114,7	103,6
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	4.1	(39,7)	(46,5)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	6.2	-	-
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(3,9)	(37,2)
Résultat opérationnel		71,1	19,9
Résultat financier net	8.1	(42,0)	(45,6)
Résultat avant impôt		29,2	(25,7)
Charge d'impôt	9	(12,1)	4,3
Résultat des activités poursuivies		17,1	(21,4)
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt		-	-
RESULTAT NET		17,1	(21,4)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		17,0	(21,3)
- participations ne donnant pas le contrôle		0,1	(0,1)
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,08	€(0,10)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,08	€(0,10)
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,08	€(0,10)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	€0,08	€(0,10)

* voir Note 1.6

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021	30/06/2020 retraité*
RESULTAT NET		17,1	(21,4)
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt		2,6	2,3
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat		-	0,2
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt		2,6	2,5
Effets d'impôt		(0,7)	(0,8)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt		(0,2)	2,8
Effets d'impôt		0,1	(0,7)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets		50,9	(201,0)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		52,6	(197,2)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts		18,4	0,2
Effets d'impôt		(5,7)	(0,0)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		12,7	0,2
Total des autres éléments du résultat global		65,3	(197,0)
RÉSULTAT GLOBAL		82,4	(218,3)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		82,3	(218,3)
- participations ne donnant pas le contrôle		0,1	(0,1)

* voir Note 1.6

2.3 État de la situation financière consolidé intermédiaire actif

(en millions d'euros) (non audité)	Notes	30/06/2021	31/12/2020 retraité*
Goodwill	6.1	3 800,8	3 752,4
Immobilisations incorporelles		768,6	799,5
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	11	434,6	438,6
Immobilisations corporelles	6.3	1 884,4	1 883,7
Autres participations		0,2	0,2
Autres actifs non courants		65,6	64,4
Actifs d'impôt différé		35,9	36,6
Actifs liés aux avantages au personnel		48,9	34,1
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		7 039,1	7 009,6
Stocks		136,0	137,3
Actifs sur contrats		37,3	27,6
Clients et autres débiteurs		549,6	517,0
Actifs d'impôt exigible		22,0	13,6
Autres actifs		17,3	18,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	152,4	137,6
Actifs détenus en vue de la vente		0,4	0,4
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		914,8	852,3
TOTAL ACTIF		7 953,9	7 861,9

* voir Note 1.6

2.4 État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
<i>(non audité)</i>			retraité*
Capital émis	10.1	224,1	221,8
Primes liées au capital	10.1/10.2	2 531,7	2 575,6
Réserve sur actions propres		(1,5)	(11,2)
Autres réserves		(304,3)	(366,2)
Résultats accumulés non distribués		470,2	386,1
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		2 920,1	2 806,2
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		0,7	0,6
CAPITAUX PROPRES		2 920,8	2 806,8
Provisions	7.1	84,0	83,8
Passifs liés aux avantages au personnel		107,4	111,0
Emprunts et dettes financières	8.2/8.4	3 071,1	3 066,6
Passifs d'impôt différé		296,8	301,7
Passifs locatifs	11	361,4	368,3
Autres passifs non courants		25,5	20,9
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		3 946,4	3 952,3
Provisions - part à moins d'un an	7.1	13,1	14,5
Dettes d'impôt exigible		17,9	25,5
Fournisseurs et autres créiteurs		252,3	221,3
Passifs sur contrats		65,0	62,7
Passifs locatifs - part à moins d'un an	11	81,2	79,0
Autres passifs		373,3	347,7
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.3/8.4	283,9	352,0
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente		-	-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		1 086,7	1 102,7
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		7 953,9	7 861,9

* voir Note 1.6

2.5 État des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros) (non audité)	Notes	30/06/2021	30/06/2020 retraité*
Résultat net consolidé		17,1	(21,4)
Charge d'impôt	9	12,1	(4,3)
Résultat financier net	8.1	42,0	45,6
Paiements en actions		14,1	6,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	364,4	379,2
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(0,1)	(0,2)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,5	0,3
Autres		(0,0)	(0,0)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		450,0	405,6
Variation des stocks		4,1	(25,8)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats		(31,7)	72,2
Variation des autres actifs		1,0	(0,2)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		24,0	(50,7)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs		34,1	2,9
Variation des autres postes		0,8	2,3
Avantages au personnel		1,7	0,2
Impôts versés		(37,7)	(34,0)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ		446,4	372,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(8,9)	(6,5)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		(0,0)	0,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(250,0)	(229,1)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		3,3	2,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(42,3)	(33,6)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		0,0	0,0
Variation des prêts et avances consentis		(1,6)	(0,2)
Dividendes reçus		0,0	0,0
Subventions d'investissement		0,2	0,0
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		(299,4)	(266,5)
Augmentation de capital		10,3	(0,0)
Actions propres		7,2	(1,5)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		0,0	-
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Variation de l'endettement (1)	8.2	(55,7)	(5,3)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8.2	262,2	605,2
- Remboursements d'emprunts	8.2	(318,0)	(610,5)
Paiements de passifs locatifs - principal	11	(45,1)	(33,1)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)		(54,9)	(50,6)
Autres flux liés aux opérations de financement		3,4	(5,1)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		(134,8)	(95,6)
VARIATION DE TRÉSORERIE		12,2	10,4
Trésorerie à l'ouverture		137,6	170,8
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		2,6	(9,3)
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE		152,4	171,9

(1) Variation nette des lignes de crédit

* voir Note 1.6

2.6 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2021

(en millions d'euros)	Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020 (retraité*)		221,8	2 575,6	(11,2)	(2,1)	1,2	(409,8)	37,8	6,8	386,1	2 806,2	0,6	2 806,8
Augmentations de capital en numéraire	10.1	1,1	9,3	-	-	-	-	-	-	0,0	10,3	-	10,3
Distributions aux actionnaires	10.2	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	0,0
Émission de titres convertibles		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions		-	-	-	-	-	-	-	-	14,1	14,1	-	14,1
Mouvements sur actions propres		-	-	7,2	-	-	-	-	-	-	7,2	-	7,2
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle		-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	0,0
Acquisitions de filiales - minoritaires		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,0)	(0,0)
Autres variations	10.1	1,2	(53,2)	2,5	0,0	-	-	-	9,3	40,3	(0,0)	-	(0,0)
Résultat net de la période		-	-	-	-	-	-	-	-	17,0	17,0	0,1	17,1
Autres éléments du résultat global		-	-	-	1,8	(0,2)	50,9	-	-	12,7	65,3	(0,0)	65,3
Résultat global		-	-	-	1,8	(0,2)	50,9	-	-	29,7	82,3	0,1	82,4
Solde au 30 juin 2021		224,1	2 531,7	(1,5)	(0,3)	1,0	(358,9)	37,8	16,0	470,2	2 920,1	0,7	2 920,8

* voir Note 1.6

2.7 Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2020

(en millions d'euros)

Note	Capital émis	Primes liées au capital	Réserve sur actions propres	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve de coût de couverture	Réserves de conversion	Composante «capitaux propres» des obligations convertibles	Réserve légale	Résultats accumulés non distribués	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	221,3	2 646,4	(10,1)	(1,6)	0,6	(235,8)	37,8	6,8	290,3	2 955,7	0,8	2 956,6
Augmentations de capital en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,0)	(0,0)	-	(0,0)
Distributions aux actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission de titres convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	6,4	6,4	-	6,4
Mouvements sur actions propres	-	-	(1,5)	-	-	-	-	-	-	(1,5)	-	(1,5)
Acquisition de minoritaires sans changement du contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,3)
Cessions de filiales - minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	0,5	(70,7)	-	0,0	-	-	-	-	70,2	(0,0)	-	(0,0)
Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	(21,3)	(21,3)	(0,1)	(21,4)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	1,7	2,1	(201,0)	-	-	0,2	(197,0)	-	(197,0)
Résultat global	-	-	-	1,7	2,1	(201,0)	-	-	(21,1)	(218,3)	(0,1)	(218,3)
Solde au 30 juin 2020 (retraité)	221,8	2 575,7	(11,6)	0,1	2,7	(436,8)	37,8	6,8	345,7	2 742,2	0,6	2 742,8

2.8 Notes explicatives

Elis est un prestataire multi-services international, qui fournit des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être, présent en Europe et en Amérique Latine. Le Groupe livre des centaines de milliers de clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services. Elis est une société anonyme de droit français à directoire et conseil de surveillance, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 5, boulevard Louis-Loucheur, 92210 Saint-Cloud, France.

Les présents comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le directoire le 28 juillet 2021 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit et par le conseil de surveillance d'Elis le même jour. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1 Méthodes et principes comptables

1.1 Base de préparation

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique à l'exception principalement :

- des instruments financiers dérivés et des actifs compensatoires, passifs éventuels et passifs financiers représentatifs d'un ajustement de prix, reconnus dans un regroupement d'entreprises, qui sont évalués à la juste valeur ;
- des passifs (actifs) liés aux avantages au personnel, qui sont évalués à la juste valeur des actifs des plans à laquelle est retranchée la valeur actuelle des obligations à prestations définies, tels que limités par la norme IAS 19 ;
- des actifs détenus en vue de la vente, qui sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, sauf mention contraire.

1.2 Référentiel appliqué

Les comptes consolidés intermédiaires condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2020 et avec les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2020.

1.3 Impact des nouveaux textes

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception des normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2021.

Les amendements d'IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 « Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 » et d'IFRS 4 « exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2021, n'ont pas d'impact pour le Groupe.

1.4 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés requiert du management de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2020, à l'exception :

- de l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt, tel que décrit à la Note 9 « Impôts sur les résultats » ;
- de la CVAE et la participation pris en compte dans les résultats des entités françaises du Groupe, qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- des engagements de retraite qui n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2021 sur la base des données retenues au 31 décembre 2020, extrapolée des variations significatives des hypothèses (variation des taux d'actualisation).

1.5 Produits perçus de façon saisonnière

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations.

Par ailleurs, les impacts de la crise du coronavirus ne sont pas linéaires et les effets sur le premier semestre ne permettent pas de conclure sur des effets annuels potentiels.

Par conséquent, les résultats intermédiaires pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats pour la totalité de l'année 2021.

1.6 Retraitements des informations financières des exercices antérieurs

Les tableaux suivants présentent les ajustements liés aux regroupements d'entreprises antérieurs par rapport au compte de résultat au 30 juin 2020 inclus dans les comptes consolidés intermédiaires condensés et aux états financiers au 31 décembre 2020 antérieurement publiés.

• IFRS 3 « Regroupements d'entreprises »

La norme IFRS 3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

Les principaux ajustements par rapport aux comptes consolidés antérieurement publiés concernent :

- le compte de résultat du 1^{er} semestre 2020. En effet, la comptabilisation initiale de plusieurs regroupements d'entreprises était inachevée en juillet 2020 : en particulier, les valorisations de certaines relations clientèle n'avaient été finalisées qu'au second semestre 2020. Ces évaluations ont été réalisées avec la méthode des surprofits.
- le bilan du 31 décembre 2020. De même, comme mentionnée à la Note 2.4 « Évolutions du périmètre de consolidation » des comptes consolidés 2020, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois était inachevée et les montants de juste valeur déterminés qu'à titre provisoire. Les retraitements sont principalement liés à l'affectation du goodwill de Kings Laundry en Irlande, principalement en relations clientèle, selon les méthodes habituellement mise en œuvre par le Groupe avec l'intervention d'un expert.

1.6.1 ÉTAT DU RESULTAT NET CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2020 publié	IFRS 3	30/06/2020 retraité
Produits de l'activité ordinaire	1 351,7	-	1 351,7
Coût du linge, des appareils et des autres consommables	(260,6)	-	(260,6)
Coûts de traitement	(507,5)	(0,0)	(507,5)
Coûts de distribution	(230,4)	-	(230,4)
Marge brute	353,3	(0,0)	353,2
Frais de vente, généraux et administratifs	(242,3)	-	(242,3)
Pertes de valeur nettes sur créances clients et autres créances	(7,4)	-	(7,4)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	103,6	(0,0)	103,6
Dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(46,0)	(0,5)	(46,5)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(37,2)	-	(37,2)
Résultat opérationnel	20,4	(0,5)	19,9
Résultat financier net	(45,5)	(0,1)	(45,6)
Résultat avant impôt	(25,1)	(0,6)	(25,7)
Charge d'impôt	4,1	0,1	4,3
Résultat des activités poursuivies	(21,0)	(0,4)	(21,4)
Résultat des activités abandonnées, net d'impôt	-	-	-
RESULTAT NET	(21,0)	(0,4)	(21,4)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère	(20,9)	(0,4)	(21,3)
- participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	-	(0,1)
Résultat par action (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€(0,09)		€(0,10)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€(0,09)		€(0,10)
Résultat par action des activités poursuivies (en euros) :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	€(0,09)		€(0,10)
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	€(0,09)		€(0,10)

1.6.2 ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

(en millions d'euros)	30/06/2020 publié	IFRS 3	30/06/2020 retraité
RESULTAT NET	(21,0)	(0,4)	(21,4)
Profits/(pertes) sur couvertures de flux de trésorerie, avant impôt	2,3		2,3
Reclassement de la réserve de couverture de flux de trésorerie en compte de résultat	0,2		0,2
Variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie, avant impôt	2,5	-	2,5
Effets d'impôt	(0,8)		(0,8)
Variation nette du coût de la couverture, avant impôt	2,8	-	2,8
Effets d'impôt	(0,7)		(0,7)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères - écarts de change nets	(201,0)	-	(201,0)
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	(197,2)	-	(197,2)
Gains/(pertes) actuariels sur plans à prestations définies, avant impôts	0,2	-	0,2
Effets d'impôt	(0,0)		(0,0)
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net	0,2	-	0,2
Total des autres éléments du résultat global	(197,0)	-	(197,0)
RÉSULTAT GLOBAL	(217,9)	(0,4)	(218,3)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère	(217,9)	(0,4)	(218,3)
- participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	-	(0,1)

1.6.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE ACTIF

(en millions d'euros)	31/12/2020	IFRS 3	IFRS 3 variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	IFRS 3 écarts de change	31/12/2020
<i>(non audité)</i>	publié	affectation à la date d'acquisition			retraité
Goodwill	3 765,9	(12,8)	(0,5)	(0,2)	3 752,4
Immobilisations incorporelles	782,5	17,8	(0,8)	(0,0)	799,5
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	438,6	-	-	-	438,6
Immobilisations corporelles	1 883,8	(0,1)	-	0,0	1 883,7
Autres participations	0,2	0,0	-	-	0,2
Autres actifs non courants	64,4	-	-	-	64,4
Actifs d'impôt différé	36,6	-	-	-	36,6
Actifs liés aux avantages au personnel	34,1	-	-	-	34,1
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	7 006,2	4,8	(1,2)	(0,2)	7 009,6
Stocks	137,3	(0,0)	-	-	137,3
Actifs sur contrats	27,6	-	-	-	27,6
Clients et autres débiteurs	519,1	(2,3)	-	0,2	517,0
Actifs d'impôt exigible	13,6	-	-	-	13,6
Autres actifs	18,8	-	-	-	18,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137,6	(0,0)	-	-	137,6
Actifs détenus en vue de la vente	0,4	-	-	-	0,4
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	854,4	(2,3)	-	0,2	852,3
TOTAL ACTIF	7 860,6	2,5	(1,2)	(0,0)	7 861,9

1.6.4 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE - PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	31/12/2020	IFRS 3	IFRS 3	IFRS 3	31/12/2020
	publié	affectation à la date d'acqui- sition	variation entre la date d'ac- quisition et la clôture	écarts de change	retraité
<i>(non audité)</i>					
Capital émis	221,8	-	-	-	221,8
Primes liées au capital	2 575,6	-	-	-	2 575,6
Réserve sur actions propres	(11,2)	-	-	-	(11,2)
Autres réserves	(366,2)	-	-	(0,0)	(366,2)
Résultats accumulés non distribués	387,2	0,0	(1,1)	-	386,1
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	2 807,3	0,0	(1,1)	(0,0)	2 806,2
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	0,6	-	-	-	0,6
CAPITAUX PROPRES	2 808,0	0,0	(1,1)	(0,0)	2 806,8
Provisions	83,7	0,1	-	-	83,8
Passifs liés aux avantages au personnel	111,0	-	-	-	111,0
Emprunts et dettes financières	3 066,6	-	-	-	3 066,6
Passifs d'impôt différé	299,4	2,4	(0,1)	(0,0)	301,7
Passifs locatifs	368,3	(0,0)	-	-	368,3
Autres passifs non courants	23,5	(2,6)	-	-	20,9
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	3 952,5	(0,1)	(0,1)	(0,0)	3 952,3
Provisions - part à moins d'un an	14,5	-	-	-	14,5
Dettes d'impôt exigible	25,5	-	-	-	25,5
Fournisseurs et autres créiteurs	221,3	0,0	-	(0,0)	221,3
Passifs sur contrats	62,7	-	-	-	62,7
Passifs locatifs - part à moins d'un an	79,0	0,0	-	-	79,0
Autres passifs	345,1	2,6	-	(0,0)	347,7
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	352,0	-	-	-	352,0
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 100,1	2,6	-	(0,0)	1 102,7
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 860,6	2,5	(1,2)	(0,0)	7 861,9

1.6.5 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	30/06/2020 publié	IFRS 3	30/06/2020 retraité
Résultat net consolidé	(21,0)	(0,4)	(21,4)
Charge d'impôt	(4,1)	(0,1)	(4,3)
Résultat financier net	45,5	0,1	45,6
Paiements en actions	6,4		6,4
Dotations nettes aux amortissements et provisions	378,6	0,6	379,2
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	(0,2)		(0,2)
Plus et moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,3		0,3
Autres	(0,0)	-	(0,0)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT	405,6	0,1	405,6
Variation des stocks	(25,8)		(25,8)
Variation des clients, autres débiteurs et actifs sur contrats	72,2		72,2
Variation des autres actifs	(0,2)		(0,2)
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs	(50,7)		(50,7)
Variation des passifs sur contrats et autres passifs	2,9		2,9
Variation des autres postes	2,3		2,3
Avantages au personnel	0,2		0,2
Impôts versés	(34,0)		(34,0)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	372,4	0,1	372,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(6,5)		(6,5)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles	0,1		0,1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(229,1)	-	(229,1)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	2,9		2,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(33,6)		(33,6)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0,0		0,0
Variation des prêts et avances consentis	(0,2)		(0,2)
Dividendes reçus	0,0		0,0
Subventions d'investissement	0,0		0,0
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(266,5)	-	(266,5)
Augmentation de capital	(0,0)		(0,0)
Actions propres	(1,5)		(1,5)
Dividendes et distributions mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère	-		-
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-		-
Variation de l'endettement	(5,3)		(5,3)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts	605,2		605,2
- Remboursements d'emprunts	(610,5)		(610,5)
Paiements de passifs locatifs - principal	(33,1)	(0,0)	(33,1)
Intérêts financiers nets versés (y compris intérêts sur passifs locatifs)	(50,5)	(0,1)	(50,6)
Autres flux liés aux opérations de financement	(5,1)		(5,1)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(95,6)	(0,1)	(95,6)
VARIATION DE TRÉSORERIE	10,4	-	10,4
Trésorerie à l'ouverture	170,8		170,8
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie	(9,3)	-	(9,3)
TRÉSORERIE A LA CLÔTURE	171,9	(0,0)	171,9

NOTE 2 Modifications du périmètre de consolidation et faits marquants

2.1 Acquisitions réalisées au 1^{er} semestre 2021

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes de sociétés ou d'actifs, pour lesquels le Groupe a conclu qu'il s'agissait de regroupements d'entreprises :

En Belgique et en France :

Le 10 mars 2021, Elis a annoncé l'acquisition de 100% de Scaldis, un des leaders européens sur le marché de l'Ultra Propre (vêtements de travail pour des clients avec des besoins spécifiques : pharma-médical, micro-électronique, aérospatial). Scaldis opère 2 sites : un site principal à Péruwelz en Belgique et un site annexe près de Lyon en France. Deux-tiers de l'activité sont dédiés à de l'ultra-propre, le tiers restant étant essentiellement du vêtement de travail traditionnel. Scaldis a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 millions d'euros. Cette acquisition renforce la position d'Elis sur le marché rentable et en forte croissance de l'ultra-propre.

Au Brésil :

Atmosfera a acquis :

- Le 30 avril 2021, son sous-traitant de confection à Itinga-Araquari : la société MAB Indústria e Comércio, qui réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 3,1 millions d'euros avec 38 salariés.
- Le 11 mai 2021, la société Nortelav Lavanderia Industrial à Belém, qui réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 0,1 million d'euros (principalement hôtellerie) avec 11 salariés.

En Colombie :

Elis Colombia a finalisé le rachat des actifs de deux sociétés à Bucaramanga :

- Logística Institucional Ultramatic (Ultramatic) en date du 26 février 2021. Ultramatic, sert principalement le marché de la santé et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 1,7 million d'euros avec 122 salariés.
- Linco en date du 29 avril 2021. Cette acquisition d'environ 1,2 million d'euros de chiffre d'affaires annuel et 124 salariés complète la précédente, avec pour objectif de mener des synergies industrielles.

En Espagne :

Le 5 février 2021, Elis Manomatic a finalisé le rachat des actifs et du portefeuille client de la société Lavandería Hotelera Andaluza (LHA). LHA dispose d'une blanchisserie près de Malaga, en Andalousie, emploie 70 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,1 million d'euros en 2020. Cette acquisition permet à Elis de renforcer sa présence dans cette région d'Espagne.

En France :

- Le 12 janvier 2021, Elis Prévention Nuisibles a finalisé l'acquisition de Mondial Hygiène, entreprise de *pest control* servant une clientèle basée principalement à Paris et en Île-de-France. L'entreprise emploie 7 salariés et a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 0,6 million d'euros.
- Le 11 mars 2021, Pierrette-TBA a effectué l'acquisition de 100% de HMS 3D 57. HMS 3D 57 est une entreprise de *pest control* d'une vingtaine d'employés opérant en Alsace-Lorraine et qui a réalisé 1,4 million d'euros de chiffre d'affaires en 2020.

Ces acquisitions permettent à Elis de renforcer sa présence sur le marché du *pest control* en France.

En Lettonie :

Le 31 mars 2021, Elis Tekstila Serviss A/S a finalisé l'acquisition des actifs de la société Irve. Située dans la région de Riga, Irve a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,1 million d'euros en 2020, dont 0,7 million en vêtement professionnel et 0,4 million d'euros en linge plat et emploie 27 salariés.

En Suède :

Le 1^{er} juin 2021, Elis Textil Service AB a finalisé l'acquisition des actifs de la société Möllers Twätt. Située dans la région de Malmö. Cette société réalisait un chiffre d'affaires d'environ 1 million d'euros, principalement en linge plat avec une dizaine de salariés.

• Principales données sur ces transactions

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	Belgique	Brésil	Colom- bie	Espagne	France	Lettonie	Suède	Irlande
Bilan									
Immobilisations incorporelles	4,9	0,7	0,0	-	2,5	1,0	-	0,8	-
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	2,4	2,3	-	-	-	-	-	0,0	-
Immobilisations corporelles	6,5	1,4	0,2	0,8	2,5	0,1	1,3	0,2	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs non courants	0,5	0,5	-	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs liés aux avantages au personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks	1,5	1,2	0,2	0,0	-	0,1	-	-	-
Actifs sur contrats	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clients et autres débiteurs	4,1	3,0	0,3	-	-	0,7	-	-	-
Actifs d'impôt exigibles	0,1	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	-	-	-
Trésorerie et équivalents	1,5	1,1	0,3	-	-	0,1	-	-	-
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs liés aux avantages au personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	(2,3)	(2,3)	(0,0)	-	-	-	-	-	-
Passifs d'impôt différés	(0,3)	-	-	-	-	(0,3)	-	-	-
Passifs locatifs	(0,4)	(0,4)	-	-	-	-	-	(0,0)	-
Autres passifs non courants	(0,5)	-	-	-	-	(0,5)	-	-	-
Provisions - part à moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes d'impôt exigible	(0,0)	(0,0)	-	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(1,3)	(0,8)	(0,2)	-	-	(0,3)	-	-	-
Passifs sur contrats	(0,5)	-	-	-	-	(0,5)	-	-	-
Passifs locatifs - part à moins d'un an	(0,2)	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	(2,4)	(1,6)	(0,1)	(0,1)	-	(0,4)	-	(0,2)	-
Concours bancaires courants et part des emprunts <1 an	(1,3)	(1,2)	-	-	-	(0,1)	-	-	-
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur (a)	12,3	3,7	0,8	0,7	5,0	(0,0)	1,3	0,8	-
Participations ne donnant pas le contrôle (-)	0,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-
Écart d'acquisition	25,7	16,1	0,5	2,3	-	5,3	1,3	-	-
Prix d'acquisition	38,0	19,9	1,3	3,1	5,0	5,3	2,6	0,8	-
Coûts connexes à l'acquisition	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1

(a) valeur provisoire, voir ci-après

Au 30 juin 2021, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises en 2021 ont contribué pour 7,0 millions d'euros au chiffre d'affaires, pour 1,7 million d'euros à l'EBITDA, pour 0,8 million d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) et pour 0,6 million d'euros au résultat net. Si ces acquisitions avaient eu lieu au début de l'année 2021, les produits des activités ordinaires additionnels auraient été de 4,0 millions d'euros, l'EBITDA additionnel de 1,0 million d'euros, le résultat opérationnel complémentaire (avant amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprise) de 0,6 million d'euros et le résultat net additionnel aurait été de 0,4 million d'euros.

- **Écarts d'acquisition résiduels**

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

- **Flux de trésorerie liés aux acquisitions**

(en millions d'euros)

	30/06/2021	Belgique	Brésil	Colom- bie	Espagne	France	Lettonie	Suède	Irlande
Trésorerie nette acquise avec les filiales	1,5	1,1	0,3	-	-	0,1	-	-	-
Montant versé	(43,8)	(19,9)	(4,9)	(2,2)	(4,8)	(5,1)	(2,6)	(0,8)	(3,6)
Flux net de trésorerie	(42,3)	(18,8)	(4,6)	(2,2)	(4,8)	(5,0)	(2,6)	(0,8)	(3,6)

2.2 Modifications du périmètre de consolidation

Les modifications du périmètre intervenues au cours du 1^{er} semestre 2021 sont les suivantes :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 30/06/2021	% d'intérêts 31/12/2020
France				
Mondial Hygiene SAS	Paris	Services textiles & hygiène	Fusionnée	-
HMS 3D 57 SAS	Saizerais	Services textiles & hygiène	100	-
Scaldis France SAS	Lille	Services textiles & hygiène	100	-
Belgique				
Scaldis St-Martin	Péruwelz	Services textiles & hygiène	100	-
Facility Management Consulting	Péruwelz	Autre activité	100	-
Manoha	Péruwelz	Autre activité	100	-
Micronclean Belgium	Péruwelz	Sans activité	Dissoute	-
Brésil				
MAB Indústria e Comércio Eireli	Araquari	Autre activité	100	-
Nortelav Lavanderia Industrial Ltda	Belém	Services textiles & hygiène	100	-
Espagne				
Indusal Centro SA	Guadalajara (Guadalajara)	Services textiles & hygiène	Fusionnée	100
Lavanderías Triton SL	Madrid	Services textiles & hygiène	Fusionnée	100
Lloguer Textil Maresme SL	Cabrera de Mar (Barcelona)	Services textiles & hygiène	Fusionnée	100
2MB Servitec SLU	Villares de la Reina (Salamanca)	Services textiles & hygiène	Fusionnée	100
Pologne				
Elis Supply Chain Centre Sp z oo	Rumia	Autre activité	100	-
République Tchèque				
Textile Washing Company ks	Kralovice	Services textiles & hygiène	Fusionnée	100
Gonser Textilwashing spol sro	Kralovice	Autre activité	Fusionnée	100
Royaume-Uni				
Lakeland Pennine Group Ltd	Basingstoke	Sans activité	Dissoute	100
Midland Laundry Group Ltd	Basingstoke	Sans activité	Dissoute	100
Midland Laundry Group Holdings Ltd	Basingstoke	Sans activité	Dissoute	100
St Helen's Laundry Ltd	Basingstoke	Sans activité	100	Dissoute
The Sunlight Service Group Ltd	Basingstoke	Sans activité	Dissoute	100
Suède				
Nyköping Pilen 6 AB	Malmö	Sans activité	100	-

2.3 Effets de l'épidémie de Covid-19

A partir de la mi-mars 2020, Elis a subi d'importantes perturbations de ses activités dues à la pandémie Covid-19 : des confinements et des restrictions de mouvement ont été imposés dans la plupart des pays où le Groupe opère. Dès le mois de janvier 2021, en raison des nouvelles vagues de pandémie de Covid-19 et des cas diagnostiqués de nouveaux variants du virus, certains pays ont réimposé des confinements et des restrictions de mouvements.

Comme au 31 décembre 2020, le Groupe a conclu que l'établissement des comptes selon le principe de continuité d'exploitation reste approprié. À la date d'autorisation des présents états financiers, il demeure toutefois une incertitude quant à l'impact de nouveaux variants et sur l'évolution de la demande des entreprises et des clients.

Elis avait obtenu à sa demande au 1^{er} semestre 2020, un réaménagement des tests de son *covenant* bancaire au 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021. Le niveau normatif du *covenant* bancaire de 3,75x ne sera donc réappliqué qu'à partir du 31 décembre 2021.

La société a revu les conséquences de l'événement Covid-19 sur la reconnaissance et l'évaluation des actifs, passifs, charges et produits dans les comptes de période. Au 31 décembre 2020, la principale conséquence identifiée était relative aux tests de dépréciation des immobilisations incorporelles non amorties. Au 30 juin 2021, tel que décrit à la Note 6.2 « Tests de perte de valeur au 30 juin 2021 », le Groupe n'a pas constaté de perte de valeur.

Les principaux impacts sur le compte de résultat sont :

- Une décroissance marquée des produits de l'activité ordinaire au 1^{er} trimestre 2021, par rapport au 1^{er} trimestre 2020 (658,2 millions d'euros en 2021, contre 759,2 millions d'euros en 2020) ; le Covid-19 expliquant l'essentiel de la variation par rapport à l'exercice 2020 ;

■ Une forte amélioration au 2^{ème} trimestre 2021, par rapport au 1^{er} trimestre 2020 (717,3 millions d'euros en 2021, contre 592,6 millions d'euros en 2020), liée principalement à un effet de base due à la période de confinement strict du printemps 2020. L'effet cumulé des 2 semestres est présenté à la Note 3.1 « Produits de l'activité ordinaire ».

■ Une hausse du résultat (EBITDA notamment tel que présenté à la Note 3.2 « Résultat »), qui reflète la hausse du chiffre d'affaires. La marge d'EBITDA est en progression grâce aux mesures opérationnelles mises en œuvre depuis l'exercice précédent pour faire face à la situation.

NOTE 3 Information sectorielle

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs au 30 juin 2021 sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels.

3.1 Produits de l'activité ordinaire

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Inter-secteur	1,0	0,0	1,9	0,0	0,1	-	(3,0)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	421,7	155,3	346,2	236,2	95,2	112,4	8,6	1 375,5

30/06/2020

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Clients externes	412,5	143,8	343,3	233,3	97,2	108,7	12,9	1 351,7
Inter-secteur	0,6	0,2	1,8	0,1	0,1	-	(2,9)	-
Produits de l'activité ordinaire du secteur	413,2	144,0	345,1	233,4	97,3	108,7	10,0	1 351,7

3.2 Résultat

• Indicateurs non définis par les normes IFRS

■ L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

■ L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	56,3	(3,9)	32,3	40,1	(6,5)	17,8	(21,4)	114,7
<i>Frais financiers divers</i>	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,7
<i>Charges sur paiements en actions</i>	1,4	-	0,0	0,0	-	-	14,2	15,7
EBIT	57,9	(3,9)	32,4	40,1	(6,4)	17,9	(7,0)	131,1
<i>Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>	95,3	50,6	78,8	51,9	30,6	19,7	0,7	327,6
EBITDA	153,2	46,7	111,2	92,1	24,2	37,6	(6,3)	458,7
Marge d'EBITDA	36,3%	30,1%	32,1%	39,0%	25,4%	33,5%		33,3%

30/06/2020

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Éliminations et autres secteurs	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	43,9	(12,9)	32,9	42,5	(11,3)	19,4	(11,1)	103,6
<i>Frais financiers divers</i>	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,6
<i>Charges sur paiements en actions</i>	0,3	-	-	-	-	-	5,8	6,1
EBIT	44,5	(12,8)	33,0	42,5	(11,2)	19,4	(5,2)	110,3
<i>Dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>	100,5	49,6	77,8	48,9	33,6	18,5	0,7	329,6
EBITDA	145,0	36,8	110,8	91,4	22,4	38,0	(4,5)	439,9
Marge d'EBITDA	35,1%	25,6%	32,1%	39,2%	23,0%	34,9%		32,5%

3.3 Désagrégation des produits des activités ordinaires

30/06/2021

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	106,5	84,5	110,5	33,2	47,5	86,4	-	468,6
Vêtement professionnel	185,3	57,6	197,6	100,4	32,3	22,2	-	595,3
Hygiène bien-être	140,1	6,9	29,5	87,5	15,2	0,0	0,2	279,6
Divers	(11,2)	6,2	6,7	15,0	0,1	3,8	11,4	32,0
Produits par services	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Hôtellerie-restauration	68,8	22,4	22,3	19,4	24,6	4,4	-	161,8
Industrie	101,4	35,2	119,5	140,4	24,9	23,1	-	444,7
Santé	96,1	78,2	143,1	33,2	24,0	83,6	-	458,0
Commerce et services	165,5	19,5	59,5	43,1	21,6	1,3	-	310,5
Divers	(11,2)	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)	(0,0)	11,6	0,4
Produits par segment de clientèle	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	419,8	147,8	336,1	222,2	95,0	108,0	1,1	1 329,9
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	0,8	7,6	8,3	14,0	0,1	4,4	10,5	45,7
Produits de l'activité ordinaire	420,7	155,3	344,3	236,1	95,1	112,4	11,6	1 375,5

30/06/2020

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni & Irlande	Europe centrale	Scandinavie & Europe de l'Est	Europe du Sud	Amérique latine	Autres secteurs	Total
Linge plat	118,2	84,8	120,7	34,9	52,8	78,7	-	490,1
Vêtement professionnel	171,5	46,5	186,1	94,0	27,6	22,4	-	548,2
Hygiène bien-être	134,8	7,7	28,9	88,4	16,7	0,0	0,2	276,8
Divers	(12,0)	4,8	7,6	15,9	0,1	7,6	12,7	36,7
Produits par services	412,5	143,8	343,3	233,3	97,2	108,7	12,9	1 351,7
Hôtellerie-restauration	87,9	23,7	29,5	22,2	30,8	4,9	-	199,0
Industrie	94,6	29,4	113,2	140,7	19,9	25,7	-	423,4
Santé	86,0	68,4	140,8	29,4	21,5	77,7	-	423,9
Commerce et services	156,1	22,2	59,8	41,1	25,0	0,4	-	304,5
Divers	(12,0)	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	12,9	0,9
Produits par segment de clientèle	412,5	143,8	343,3	233,3	97,2	108,7	12,9	1 351,7
Prestations de services (fournis sur une certaine période)	411,4	137,8	335,6	219,0	97,0	107,8	0,7	1 309,5
Ventes de biens (fournis à une date donnée)	1,1	5,9	7,7	14,3	0,1	0,9	12,2	42,2
Produits de l'activité ordinaire	412,5	143,8	343,3	233,3	97,2	108,7	12,9	1 351,7

NOTE 4 Autres données opérationnelles

4.1 Amortissements, provisions et autres charges par nature

(en millions d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises		
Articles textiles en location-entretien	(191,6)	(198,5)
Autres articles en location-entretien	(14,0)	(13,9)
Autres immobilisations incorporelles et corporelles	(77,0)	(76,9)
Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation	(45,1)	(40,5)
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	0,1	0,2
- figurant en autres produits et charges opérationnels	0,0	0,0
- dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	(39,7)	(46,5)
- figurant en résultat des activités abandonnées	-	-
Total des dotations aux amortissements (nettes de la quote-part de subvention virée au compte de résultat)	(367,2)	(376,1)
Dotations ou reprises de provisions		
- incluses dans le Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des incorporels reconnus dans un regroupement d'entreprises	1,4	0,2
- figurant en autres produits et charges opérationnels	1,5	(3,1)
Total des dotations ou reprises de provisions	2,9	(2,9)

4.2 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Coûts connexes aux acquisitions & ajustements de compléments de prix	(0,6)	(2,2)
Charges de restructuration	(3,5)	(11,7)
Coûts additionnels directement liés à la Covid-19	-	(22,1)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(0,1)	-
Litiges	(0,2)	(0,6)
Charges liées aux cessions de sites	(0,1)	(0,2)
Charges de dépollution	-	(0,1)
Divers	0,5	(0,3)
Autres produits et charges opérationnels	(3,9)	(37,2)

NOTE 5 Charges et avantages du personnel

5.1 Paiements fondés sur des actions – attribution gratuite d'actions de performance

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance dont les actions ont été acquises au cours du semestre ou sont toujours en cours d'acquisition au 30 juin 2021, sont les suivants :

Attributions gratuites d'actions de performance	Plan n°7 - 2018	Plan n°10 - 2019	Plan n°11 - 2019	Plan n°12 - 2020	Plan n° 13 - 2020	Plan n° 14 - 2021
Date d'assemblée	27/05/2016	27/05/2016	27/05/2016	30/06/2020	30/06/2020	30/06/2020
Date du conseil de surveillance	06/03/2018	06/03/2019	06/03/2019	03/03/2020 et 30/06/2020	03/03/2020 et 30/06/2020	08/03/2021
Date de la décision du directoire	29/03/2018	02/05/2019	25/07/2019	09/07/2020	28/12/2020	10/03/2021
Nombre de droits consentis à l'origine	1 071 374	1 476 558	10 018	2 101 762	19 350	1 417 198
– dont membres du comité exécutif	494 100	417 746	-	581 029	-	448 472
– dont mandataires sociaux :	206 490	194 300	-	276 244	-	213 220
– Xavier Martiré	117 995	116 580	-	165 746	-	127 932
– Louis Guyot	49 164	45 337	-	64 457	-	49 751
– Matthieu Lechamy	39 331	32 383	-	46 041	-	35 537
Nombre de bénéficiaires	472	521	4	536	23	526
– dont membres du comité exécutif	11	11	-	11	-	11
– dont mandataires sociaux	3 ^(a)	3 ^(a)	-	3 ^(a)	-	3 ^(a)
Date d'attribution	06/04/2018	02/05/2019	01/08/2019	09/07/2020	28/12/2020	10/03/2021
Date d'acquisition						
– membres du directoire et du comité exécutif	06/04/2021 ^(c)	02/05/2022 ^(c)	-	09/07/2023 ^(c)		10/03/2024 ^(c)
– autres bénéficiaires	06/04/2020 ^(c)	02/05/2021 ^(c)	01/08/2021 ^(c)	09/07/2022 ^(c)	28/12/2020 ^(c)	10/03/2023 ^(c)
Date de fin de conservation des actions						
– membres du directoire et du comité exécutif	06/04/2021 ^(d)	02/05/2022 ^(d)	-	09/07/2023 ^(d)		10/03/2024 ^(d)
– autres bénéficiaires	06/04/2020 ^(d)	02/05/2021 ^(d)	01/08/2021 ^(d)	09/07/2022 ^(d)	28/12/2022 ^(d)	10/03/2023 ^(d)
Droits acquis au 30/06/2021	255 798 ^(e)	932 838 ^(f)	0 ^(g)	0 ^(g)	0 ^(g)	0 ^(g)
Nombre de droits devenus caducs au 30/06/2021		152 529	2 732	60 776	-	6 041
Nombre de droits restants à acquérir au 30/06/2021	-	391 839	7 286	2 040 986	19 350	1 411 157
– dont membres du comité exécutif	-	391 839	-	581 029		448 472
– dont mandataires sociaux :	-	194 300	-	276 244		213 220
– Xavier Martiré	-	116 580	-	165 746		127 932
– Louis Guyot	-	45 337	-	64 457		49 751
– Matthieu Lechamy	-	32 383	-	46 041		35 537
Nombre de bénéficiaires en activité au 30/06/2021	360	447	2	510	23	524
– dont membres du comité exécutif	9	9	-	11	0	11
– dont mandataires sociaux :	3 ^(b)	3 ^(b)	-	3 ^(b)	0	3 ^(b)

(a) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lechamy.

(b) Xavier Martiré, Louis Guyot et Matthieu Lechamy

(c) Les actions sont acquises à l'issue d'une période d'acquisition de deux années à compter de la date d'attribution pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité exécutif (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels la période d'acquisition est fixée à trois années à compter de la date d'attribution.

(d) Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan de sorte que les actions seront disponibles et pourront être librement cédées à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve toutefois des périodes légales d'abstention et des dispositions de la charte de déontologie boursière en matière de prévention des abus de marchés. En outre, chaque membre du directoire est tenu de conserver au nominatif pendant toute la durée de ses fonctions un nombre d'actions fixé par le conseil de surveillance conformément à la politique de rémunération des mandataires sociaux décrite dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 2 du document d'enregistrement universel 2020.

(e) Lors de la réunion du 8 mars 2021, le conseil de surveillance a examiné la performance attachée à l'acquisition définitive des actions de performance attribuées aux membres du comité exécutif (y.c. membres du Directoire) en 2018 dont la période de vesting est arrivée à expiration en 2021, et a constaté que, compte tenu de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 à laquelle la Société a dû faire face au cours des derniers mois, une grande partie des conditions de performance du Plan n°7 n'ont pu être atteintes, pour des raisons échappant à la volonté de la Société. Sur recommandation du CNRG, le conseil de surveillance, puis le Directoire réunis le 8 mars 2021, ont décidé que les Objectifs A liés au chiffre d'affaires et à l'EBIT 2020 et les Objectifs B liés à l'EBIT de l'Allemagne, ajustés de l'impact Covid, étaient remplis. Les autres objectifs B liés aux synergies Berendsen et à l'EBIT du UK n'étaient pas remplis, ainsi que la condition de TSR (cours de bourse). En conséquence, 50% des actions de catégorie A et 66% des actions de catégorie B attribuées en 2018 aux membres du comité exécutif ont été acquises.

(f) Lors de la réunion du 8 mars 2021, le conseil de surveillance a examiné la performance attachée à l'acquisition définitive des actions de performance attribuées aux salariés (hors comité exécutif) en 2019 dont la période de vesting est arrivée à expiration en 2021, et a constaté que, compte tenu de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 à laquelle la Société a dû faire face au cours des derniers mois, une grande partie des conditions de performance du Plan n°10 n'ont pu être atteintes, pour des raisons échappant à la volonté de la Société et de ses salariés. Sur recommandation du CNRG, le conseil de surveillance, puis le Directoire réunis le 8 mars 2021, ont décidé que les trois conditions liées au chiffre d'affaires et à l'EBIT 2020, ajustés de l'impact Covid, ainsi qu'au TSR 2019 étaient remplis. En conséquence, 100% des actions de performance attribuées en 2019 aux salariés (hors comité exécutif) ont été acquises.

(g) L'acquisition définitive des actions est soumise à la réalisation de conditions de performance appréciées sur une période de deux exercices pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité exécutif pour lesquels la performance est appréciée sur une période de trois exercices. Sauf dérogation du directoire, l'acquisition est également soumise à une condition de présence ininterrompue au sein du Groupe pendant toute la période d'acquisition. Les conditions de performance attachées à l'acquisition définitive des actions sont définies en référence à des critères absolus internes liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé déterminées sur la base du business plan lui-même en phase avec les attentes du marché et à la performance relative de l'action Elis par rapport à un indice de référence. Le nombre d'actions acquises sera ainsi fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises. Pour les plans mis en œuvre en 2019, 2020 et 2021, 34 % des actions attribuées seront acquises si une condition de performance est remplie, 67 % si deux conditions sont remplies, et 100 % si les trois conditions sont remplies. Aucune action ne sera acquise si aucune des conditions de performance n'est satisfaite.

Les charges sur paiements en actions s'élèvent à 13,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2021 (contre 6,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020).

5.2 Rémunération des dirigeants (informations relatives aux parties liées)

Les principaux dirigeants sont les membres du comité exécutif qui compte dix membres et le Président du directoire au 30 juin 2021. Les rémunérations cumulées attribuées aux principaux dirigeants sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Nombre de personnes	11	11
Avantages à court terme - Rémunérations fixes, variables, exceptionnelles et autres	(4,9)	(4,5)
Avantages postérieurs à l'emploi	(2,0)	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions (IFRS 2)	(5,3)	(1,2)

Les avantages postérieurs à l'emploi sont relatifs à la mise en place d'un régime de retraite supplémentaire conforme aux nouvelles dispositions de l'article L137-11-2 du Code de la sécurité sociale (Loi Pacte).

5.3 Plan d'épargne groupe

Dans le cadre des 24^{ème} et 25^{ème} résolutions de l'assemblée générale extraordinaire annuelle du 30 juin 2020, le directoire, après autorisation du conseil de surveillance du 21 octobre 2020, a décidé le 17 mars 2021 du principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne groupe Elis et d'une augmentation de capital réservée aux salariés de filiales étrangères d'Elis établies dans les pays suivants : Allemagne, Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse, du même type que celles réalisées en 2019.

Ces deux augmentations de capital dites « Elis For All 2021 » s'inscrivent dans le cadre de l'objectif de développement de l'actionariat salarié du Groupe Elis, visant à renforcer le sentiment d'appartenance de ses collaborateurs en leur offrant la possibilité d'être plus étroitement associés à son développement et à ses performances futures. Elles comportent uniquement une formule dite « classique » avec décote et abondement, au titre de laquelle le souscripteur est pleinement exposé aux variations du cours de l'action Elis.

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques du Plan offert en 2021 et les hypothèses de valorisation retenues :

Caractéristiques des plans	
Date de l'assemblée générale	30/06/2020
Date de décision du Président du directoire, arrêtant le prix de souscription	05/05/2021
Date de clôture des souscriptions des salariés	21/05/2021
Maturité du plan (en années)	5
Prix de souscription	10,46 €
Cours de clôture, à la date de clôture des souscriptions	14,93 €
Décote faciale	30,00 %
Décote par rapport au cours à la date de clôture des souscriptions	29,94 %
Nombre d'actions abondées	1 pour 10
Hypothèses de valorisation (maturité 5 ans)	
Taux de financement des salariés sur 5 ans	3,56 %
Taux d'intérêt sans risques à 5 ans	- 0,26 %
Taux de prêt ou d'emprunt des titres	0,50 %
Incessibilité pour le participant au marché, en %	20,15 %
Montants souscrits et valorisation	
Souscription	
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	10,6
Nombre d'actions souscrites	1 013 169
Charge brute, avant décote d'incessibilité (en millions d'euros)	4,5
Valorisation de la décote d'incessibilité (en millions d'euros)	- 3,0
Charge nette (en millions d'euros)	1,5
Impact d'une baisse de 0,5 point du taux de financement des salariés	0,4
Abondement	
Nombre d'actions abondées	91 995
Charge brute, avant décote d'incessibilité (en millions d'euros)	1,4
Valorisation de la décote d'incessibilité (en millions d'euros)	- 0,3
Charge nette (en millions d'euros)	1,1
Impact d'une baisse de 0,5 point du taux de financement des salariés	0,1
Total	
Montant souscrit par les salariés (en millions d'euros)	5,9
Nombre d'actions émises	1 105 164
Charge brute, avant décote d'incessibilité (en millions d'euros)	5,9
Valorisation de la décote d'incessibilité (en millions d'euros)	- 3,3
Charge nette (en millions d'euros)	2,6
Impact d'une baisse de 0,5 point du taux de financement des salariés	0,5

Le montant enregistré en charge en 2021 au titre des plans classiques est de 1,5 million d'euros, net du coût d'incessibilité pour les salariés de 1,3 million d'euros. La charge d'actions gratuites liée à l'abondement est de 1,1 million d'euros.

NOTE 6 Immobilisations incorporelles et corporelles

6.1 Goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2021
Valeur brute	3 818,4
Cumul des pertes de valeur	(66,0)
Valeur nette comptable à l'ouverture	3 752,4
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	25,7
Cessions	-
Différences de conversion	23,1
Autres variations	(0,0)
Variations sur montant brut	48,8
Pertes de valeur	-
Différences de conversion	(0,4)
Autres variations	0,0
Variations pertes de valeur	(0,4)
Valeur nette comptable à la clôture	3 800,8
Valeur brute	3 867,2
Cumul des pertes de valeur	(66,3)

6.2 Tests de perte de valeur au 30 juin 2021

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

- Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).
- Les sources d'information internes sont basées sur les *reportings* : une baisse significative de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Étant donné le contexte actuel, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a la lieu de conduire un test de perte de valeur, en modifiant le cas échéant les hypothèses de sortie de crise.

Au 30 juin 2021, seule l'UGT Suisse présente à la fois un écart d'acquisition significatif et un EBITDA significativement en deçà du budget. Ce retard est lié aux mesures de restrictions imposées aux voyageurs étrangers plus importantes que prévues pour la saison de ski 2020/2021. Comme indiqué au 31 décembre 2020, aucune perte de valeur n'avait été identifiée sur la base d'une hypothèse de retour à la normale fin 2022-début 2023. Par ailleurs, cette UGT disposait d'une marge de sécurité significative même en cas de décalage d'un an du retour à des niveaux d'activités pré-crise (45 millions d'euros).

Sur ces bases, et après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence de perte de valeur au 30 juin 2021.

6.3 Immobilisations corporelles

Au cours de la période de six mois prenant fin le 30 juin 2021, le Groupe a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 253,8 millions d'euros (233,5 millions d'euros au 30 juin 2020).

Les mouvements qui sont survenus sur la période sont les suivants :

(en millions d'euros)					
	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels	Articles en location-entretien	Total
Valeur brute	864,4	135,8	1 614,1	1 865,3	4 479,5
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(291,7)	(111,6)	(1 017,3)	(1 175,2)	(2 595,9)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2020	572,7	24,1	596,8	690,1	1 883,7
Investissements	10,2	0,4	35,2	208,0	253,8
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	3,3	0,1	2,5	0,7	6,5
Mises hors service et cessions	(1,1)	(0,2)	(0,2)	(2,2)	(3,7)
Amortissements de l'exercice	(15,7)	(4,4)	(48,8)	(205,6)	(274,5)
Différences de conversion	6,6	0,0	7,3	6,3	20,2
Pertes de valeur	-	-	0,0	-	0,0
Autres mouvements	(2,6)	0,4	(0,2)	0,7	(1,7)
Valeur brute	883,3	133,2	1 666,9	1 977,6	4 661,0
Cumul des amortissements et des pertes de valeur	(310,0)	(112,7)	(1 074,2)	(1 279,7)	(2 776,6)
Valeur nette comptable au 30 juin 2021	573,3	20,5	592,6	697,9	1 884,4

NOTE 7 Provisions et passifs éventuels

7.1 Provisions

(en millions d'euros)				
	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2020	73,1	6,6	18,6	98,3
Augmentations / Dotations de l'exercice	0,1	1,6	0,1	1,7
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Réductions / Reprises de provisions utilisées et non utilisées	(1,1)	(1,5)	(2,0)	(4,6)
Écarts de conversion	0,8	0,2	0,7	1,8
Autres	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)
Au 30 juin 2021	72,9	6,9	17,4	97,2
Part à moins d'un an	0,0	3,5	9,6	13,1
Part à plus d'un an	72,8	3,5	7,8	84,0
France	15,9	2,1	0,4	18,4
Royaume-Uni & Irlande	12,0	-	(0,0)	12,0
Scandinavie & Europe de l'Est	28,8	-	3,3	32,1
Amérique latine	4,2	4,0	11,4	19,6
Autres secteurs	12,0	0,8	2,3	15,1

7.2 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

• Au Brésil

Procédure relative à des faits supposés de corruption

À la suite d'une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera et Prolav, et relative à des faits supposés de corruption de fonctionnaires pour la période comprise entre 2003 et 2011 dans le cadre de marchés dans l'État de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2021, Atmosfera et Prolav restent dans l'attente d'informations supplémentaires et ne sont donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre des garanties de passif respectivement consenties. Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Dans le cadre de cette procédure, Atmosfera et Prolav pourraient encourir les sanctions suivantes : (i) remboursement au Trésor Public de tous les gains obtenus illégalement par Atmosfera au résultat des actes de corruption et/ou (ii) paiement d'une amende civile s'élevant à un montant maximum de trois fois le montant visé au (i). En outre, Atmosfera et Prolav pourraient éventuellement se voir interdire la conclusion de nouveaux contrats avec toute entité publique brésilienne ou le bénéfice d'avantages fiscaux au Brésil pendant une période de cinq ou dix ans.

Procédure pour conditions de travail dégradantes

Dans cette procédure consécutive à l'inspection réalisée en 2014 par la police fédérale brésilienne dans les locaux de la société Maiguá (un fournisseur d'Atmosfera), Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du ministère du Travail qui avait résulté de l'inspection susvisée, laquelle décision prévoyait notamment l'inscription d'Atmosfera sur la « liste noire » des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

La décision sur le fond rendue en première instance par le tribunal du travail en mai 2017 a été favorable à Atmosfera et a annulé toutes les sanctions prises par le ministère du Travail à l'encontre d'Atmosfera, en ce compris l'inscription de cette dernière sur la « liste noire ». En mai 2021, cette décision de première instance, qui avait fait l'objet d'un appel de la part de l'administration, a été confirmée par la Cour d'appel en faveur d'Atmosfera. L'administration a initié un nouveau recours devant le Tribunal Supérieur du Travail, ce qui donne lieu à une nouvelle procédure. Cette nouvelle procédure était toujours en cours au 30 juin 2021, sans qu'un calendrier précis ne soit connu dans cette affaire. Si à l'issue de la procédure d'appel, la décision du ministère du Travail était confirmée, Atmosfera serait inscrite sur la « liste noire » pour une durée de deux ans.

Dans ce cas et même si ceci n'a pas de caractère obligatoire, les ministères, agences fédérales et entités de droit public pourraient profiter d'une prochaine échéance pour résilier les contrats de services rendus par Atmosfera. En outre, certaines sociétés de droit privé pourraient avoir des règles internes qui leur imposent de ne pas travailler avec des fournisseurs inscrits sur la « liste noire », même si cela ne figure pas dans les contrats. La réglementation des États de São Paulo, Rio de Janeiro et Bahia prévoit la suppression du numéro fiscal étatique (Inscrição Estadual) de toute société qui viendrait à être inscrite sur la « liste noire », la réglementation des États de São Paulo et de Bahia prévoyant une telle suppression pendant une durée de 10 ans (aucune durée n'étant prévue par la réglementation de l'État de Rio de Janeiro). La suppression du numéro fiscal étatique de Atmosfera pourrait rendre nécessaire le recours à des prestataires extérieurs pour le transport lié à l'activité de location-entretien de Atmosfera. Dans le cas où Atmosfera serait inscrite sur la « liste noire », il ne peut être exclu que l'image d'Atmosfera et du reste du Groupe soit affectée par la publicité négative qui pourrait en être faite notamment dans la presse au Brésil. Toutefois, il ne peut être exclu qu'un plus grand nombre de clients brésiliens décide de résilier leur contrat avec Atmosfera, même si la société a désormais ouvert son atelier de confection interne et lancé une grande opération de communication destinée à ses clients.

Procédure administrative ouverte par CADE

En février 2016, Prolav a été condamnée par l'autorité de concurrence brésilienne (CADE) pour des faits d'entente au paiement d'une amende d'un montant de 2,5 millions de réaux (environ 0,4 million d'euros). Tout retard de paiement de cette amende entraîne des intérêts moratoires au taux de référence de la Banque Centrale du Brésil (SELIC), ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires importants. Prolav n'a pas à ce jour payé l'amende précitée et a constitué une provision d'un montant de 3,0 millions de réaux (environ 0,5 million d'euros). Après avoir fait appel de la décision, lequel a été rejeté par CADE, Prolav n'a pas été en mesure de trouver un accord avec le Procureur de CADE sur une éventuelle diminution du montant de l'amende et étalement de son paiement. À la date de l'arrêté des comptes, Prolav attend la mise en œuvre de la phase d'exécution de la sanction.

Procédures impliquant NJ Lavanderia

Procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral

Dans l'action civile publique introduite en 2014 par le procureur du District Fédéral contre NJ Lavanderia Industrial e Hospitalar Ltda (« NJ Lavanderia »), une filiale de Lavebras, et le Gouvernement du District Fédéral (GDF) en lien avec un contrat public conclu entre NJ Lavanderia et le GDF (contrat n° 184/2014) pour la fourniture par NJ Lavanderia de services de blanchisserie industrielle aux établissements de santé publics du District Fédéral (Brasilia), une décision a été rendue en juillet 2020 dans le cadre de l'appel formé à la suite de la décision sur le fond rendue en août 2018. Cette décision de juillet 2020 a confirmé la décision de première instance par laquelle le juge a annulé le contrat n° 184/2014. Comme en août 2018, NJ Lavanderia n'est pas condamnée à la restitution des montants reçus en vertu du contrat annulé (dont la totalité a déjà été exécutée) et aucune preuve d'irrégularités de la part de NJ Lavanderia ou de ses représentants en lien avec la procédure d'appel d'offres du contrat n° 184/2014 n'a été retenue. Un recours devant le tribunal supérieur de justice pourrait être formé par l'une des parties à l'instance ; NJ Lavanderia n'entendant toutefois pas former un tel recours. Au 30 juin 2021, NJ Lavanderia n'avait pas connaissance d'un recours formé devant le tribunal supérieur de justice et restait en attente de la confirmation de la clôture définitive de cette procédure.

D'autres procédures sont également en cours à l'encontre de NJ Lavanderia dans le cadre d'une action civile publique ouverte en 2014 par le procureur du District Fédéral pour manquement supposé à la procédure d'appel d'offres public prévue par la loi brésilienne sur les marchés publics lors de la conclusion du contrat public décrit ci-avant. Dans ces procédures, les dernières conclusions écrites de première instance ont été soumises et une décision sur le fond est attendue dans les prochains mois.

Procédures devant la Cour des comptes du District Fédéral

NJ Lavanderia est également partie à la procédure administrative ouverte en mars 2014 par le parti politique Democratas à l'encontre du Secrétariat à la Santé du gouvernement du District Fédéral brésilien, alléguant que NJ Lavanderia a continué de fournir des prestations dans le cadre de deux contrats publics (dont le contrat visé par les procédures ouvertes par le procureur de la République du District Fédéral décrites ci-avant) conclus sous la forme d'accords d'urgence, au-delà de leurs termes respectifs. La Cour des Comptes du District Fédéral a rendu sa décision le 12 février 2019, reconnaissant des irrégularités dans l'exécution de ces prestations et indiquant que le Secrétariat à la Santé du District Fédéral devrait, selon le résultat des actions civiles publiques décrites ci-dessus, initier une procédure administrative spécifique destinée à vérifier lesdites irrégularités et, le cas échéant, les sanctionner.

Les sanctions qui pourraient être encourues par NJ Lavanderia si les décisions en lien avec les procédures ci-dessus (y compris celles décrites ci-avant, initiées par le procureur du District Fédéral) devaient lui être défavorable pourraient inclure des amendes, des confiscations d'actifs et l'interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics en plus du paiement de dommages intérêts.

La Société ne dispose pas à ce jour d'informations lui permettant d'évaluer (i) le montant du passif potentiellement encouru par NJ Lavanderia au résultat de ces procédures si l'issue devait en être défavorable, (ii) son impact sur les conditions financières, l'activité, la réputation ou les bénéfices du Groupe ou (iii) le montant de l'actif compensatoire à recevoir, le cas échéant, dans le cadre des garanties de passif. Aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia en lien avec cette procédure.

Procédures à l'encontre de personnes physiques

En juin 2021, le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête pénale après que les autorités publiques ont réalisé des perquisitions au sein de quatre de ses sites en application de mandats délivrés par la 1^{er} Tribunal pénal du District fédéral (Brasilia). A la connaissance du Groupe, l'enquête pénale vise des contrats conclus avec le Secrétariat à la Santé de Brasilia entre 2013 et 2016 (à savoir certains des contrats faisant l'objet des procédures décrites ci-dessus et impliquant NJ Lavanderia). Par conséquent, ces mandats de perquisitions avaient pour but de rechercher des preuves d'éventuels méfaits pouvant avoir eu lieu préalablement à l'acquisition de Lavebras (et, par conséquent, de NJ Lavanderia) par le Groupe en 2017, ce bien que des contrats conclus postérieurement à 2017 aient été saisis par les autorités.

Afin d'être en mesure d'évaluer les faits en lien avec l'enquête en cours, le Groupe a directement adressé au Bureau du procureur une requête visant à accéder à l'intégralité du dossier de l'enquête, mais cette requête n'a pas encore été étudiée. Il ressort des informations à disposition de la Société à date que l'enquête ne vise que des personnes physiques qui ne sont actuellement pas employées par l'une des filiales du Groupe et qui n'exercent aucune responsabilité au sein du Groupe. Il n'existe aucune preuve crédible permettant de conclure que les dirigeants ou salariés actuels du Groupe ont été impliqués dans les faits objet de l'enquête. Plus encore, la responsabilité pénale des personnes morales n'étant pas engagée au Brésil, aucune des entités du Groupe n'est visée par cette procédure pénale.

Bien que la Société ne soit pas directement impliquée dans l'enquête pénale visée ci-dessus (ni ses filiales, salariés ou dirigeants), elle ne peut exclure que des conséquences potentielles puissent résulter de cette enquête dans le futur, soit en lien avec les procédures actuellement en cours à l'encontre de NJ Lavanderia, soit du fait de toute nouvelle procédure qui pourrait être initiée à terme. La Société ne dispose pas à ce jour d'information lui permettant d'estimer un passif éventuel pouvant, le cas échéant, résulter de ces nouveaux développements ; aucune provision n'a été constituée par Lavebras ou NJ Lavanderia au 30 juin 2021 en lien avec ces mêmes développements.

Procédures relatives à Lavebras

Le Groupe a été informé de l'existence d'une enquête anticorruption initiée par la Police Fédérale Brésilienne, laquelle pourrait avoir identifié de potentiels manquements à deux dispositifs législatifs brésiliens, le « Brazilian Clean Companies Act » et l'« Administrative Improbability Act », susceptibles d'impliquer Lavatec Lavanderia Técnica Ltda. (« Lavatec »), une ancienne filiale fusionnée dans Lavebras en 2014.

Au 30 juin 2021, Lavebras n'a reçu aucune notification officielle relative à ces potentiels manquements, à l'exception d'une procédure distincte conduite par l'administration fiscale à l'encontre d'une organisation sociale, l'ICN.

Dans le cadre de la procédure fiscale visant ICN, l'administration fiscale brésilienne soutient que Lavebras – ainsi que d'autres sociétés – doit être tenue solidairement responsable des obligations d'ICN compte tenu de (i) la nature illégale des paiements effectués par ICN au titre des contrats conclus avec cette dernière et en vertu desquels Lavebras et ICN entretenaient une relation commerciale, et (ii) l'absence de coopération dont ICN a fait preuve au cours de l'inspection menée par l'administration fiscale brésilienne. Le montant du litige s'élevait à environ 348 millions de réaux à fin juin 2021, soit environ 56 millions d'euros (en ce compris toutes pénalités mais à l'exclusion de l'effet futur potentiel de l'inflation). Une décision administrative de première instance a été rendue en septembre 2019 en vertu de laquelle le point de vue de l'administration fiscale brésilienne a été confirmé. Lavebras a interjeté appel de cette décision (par le biais d'un appel ordinaire), a soumis ses arguments en défense et reste dans l'attente d'une nouvelle décision. Lavebras estime que cette décision de première instance n'est pas de nature à remettre en cause son appréciation du dossier. Lavebras pense toujours disposer d'arguments solides pour contester le point de vue de l'administration fiscale brésilienne. Le Groupe considère dès lors que le risque pour Lavebras d'être tenue solidairement responsable avec ICN pour le paiement de l'amende fiscale est limité. Aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Dans l'hypothèse où Lavebras ferait l'objet d'une notification et, à la suite de l'enquête de la Police Fédérale Brésilienne, serait tenue responsable au titre des infractions, Lavebras pourrait être exposée à différentes sanctions, dont (i) l'interdiction de bénéficier de mesures incitatives ou de recevoir des subventions, aides, donations ou prêts de la part d'entités et d'institutions financières publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans, (ii) une amende d'un montant maximum égal à trois fois les montants injustement perçus, (iii) l'interdiction de conclure des contrats avec des entités publiques pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans, et (iv) l'obligation de dédommager intégralement l'administration publique de tout préjudice effectivement subi par cette dernière. En outre, Lavebras pourrait faire l'objet d'une amende administrative d'un montant compris entre 0,1 % et 20 % du chiffre d'affaires brut hors taxe réalisé au cours de l'exercice précédant le dépôt de la procédure administrative. En conséquence de la fusion de Lavatec dans Lavebras intervenue en 2014, les autorités brésiliennes pourraient soutenir que le montant de l'amende administrative devrait être calculé sur la base du chiffre d'affaires brut de Lavebras en lieu et place de celui de Lavatec, ce que Lavebras contestera en considérant que la responsabilité totale de Lavebras (en ce compris le montant de l'amende et toute réparation due au titre du préjudice susceptible d'être subi) devrait être limitée au montant des actifs Lavatec transférés à Lavebras dans le cadre de la fusion. En l'absence de notification, aucune provision n'a été constituée par Atmosfera ou Lavebras en lien avec cette procédure.

Procédure relative à la conclusion de contrats publics dans l'état de São Paulo

Le Groupe a été informé de différentes enquêtes et procédures initiées par cinq autorités de l'état de São Paulo en lien avec la conclusion de plusieurs contrats publics entre différents hôpitaux et sociétés intervenant dans le même secteur d'activité que le Groupe (en ce compris Atmosfera, Lavebras et d'autres sociétés brésiliennes du Groupe).

Ces enquêtes et procédures résultent d'un audit réalisé par le Contrôleur Général de l'état de São Paulo (CGA) auprès de différents hôpitaux de l'état, au cours duquel la CGA a relevé un nombre élevé de contrats conclus en urgence (en exception d'une procédure d'appel d'offres telle que normalement prévue par le droit brésilien) et a décidé de (i) initier une enquête à l'encontre de plusieurs hôpitaux et sociétés concernés afin de vérifier si des irrégularités ont accompagné la conclusion en urgence de ces contrats et (ii) transmettre les conclusions de son audit à différentes autorités brésiliennes afin que ces dernières puissent, à leur discrétion, initier une enquête.

En conséquence, le Groupe (comme certains de ses concurrents) fait face aux quatre enquêtes ou procédures décrites ci-après. D'autres enquêtes ou procédures initiées par d'autres autorités brésiliennes pourraient résulter de la transmission à ces dernières du rapport d'audit susvisé.

La CGA a initié une procédure administrative sur la base du Brazilian Clean Company Act (loi n° 12.846/2013) dans le cadre de laquelle le Groupe a présenté, au cours du mois de novembre 2019, ses arguments en défense de même qu'une description du programme de conformité qu'il a mis en place au Brésil (étant précisé que la CGA doit attendre que les autres parties à la procédure présentent leurs arguments en défense pour pouvoir poursuivre cette même procédure). Au cours des prochains mois, la CGA devrait décider de clore sa procédure, de prendre des sanctions à l'encontre de l'une ou plusieurs des parties ou d'étendre le calendrier de ladite procédure afin de poursuivre ses investigations.

Le bureau du Procureur de l'état de São Paulo a lancé une enquête civile sur la base de l'Administrative Improbability Act (loi n°8429/1992) à l'issue de laquelle il pourrait décider d'initier une action civile publique à l'encontre de filiales de la Société. Le Groupe a soumis ses arguments en défense et attend au cours des prochains mois une décision (d'initier ou non une action civile publique) de la part du bureau du Procureur.

Le bureau du Procureur de la ville de Paulínia (état de São Paulo) a lancé une enquête civile sur la base de l'Administrative Improbability Act à l'issue de laquelle il pourrait décider d'initier une action civile publique à l'encontre de Lavebras. Le Groupe a soumis ses arguments en défense et attend que le bureau du Procureur décide ou non d'ouvrir une action civile publique.

Le Groupe a été informé de ce qu'en lien avec la procédure administrative de la CGA, la police de l'état de São Paulo a initié une enquête pénale à l'encontre des mandataires sociaux des filiales brésiliennes du Groupe. Le Groupe a présenté les mêmes arguments que ceux présentés à la CGA ; la Police poursuit son investigation.

L'enquête civile que le bureau du Procureur de la ville de Santos (état de São Paulo) entendait initier sur la base de l'Administrative Improbability Act à l'encontre de Atmosfera et Lavebras en lien avec l'Hôpital Guilherme Álvaro a finalement été close par décision du Procureur du 27 février 2020. En mai 2021, le bureau supérieur du Procureur a confirmé la clôture définitive de cette procédure.

Dans le cas où une sanction serait prise à l'encontre du Groupe, il pourrait être fait application de ce qui suit.

En vertu du Brazilian Clean Company Act, (i) une amende d'un montant compris entre 0,1 et 20 % du chiffre d'affaires des sociétés objet de la sanction (le montant de l'amende pouvant être réduit par application d'un rabais pouvant atteindre 4 % du chiffre d'affaires selon la qualité du programme de conformité mis en place pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et la corruption) et/ou (ii) la publication de la décision.

En lien avec l'Administrative Improbability Act, (i) une amende, (ii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à 10 ans et (iii) l'interdiction de bénéficier de subventions et d'avantages fiscaux.

Ces différentes enquêtes et procédures sont encore à un stade peu avancé, de telle sorte qu'aucune provision n'a été reconnue dans les comptes au 30 juin 2021. La Société considère qu'elle dispose de bons arguments en lien avec ces différentes enquêtes et procédures, lesquelles concernent également d'autres acteurs du secteur.

Procédures liées à l'usine Lavebras de Teresina

Le Groupe a été informé d'une action civile publique initiée au mois d'octobre 2019 par le bureau du Procureur de Teresina devant les tribunaux de l'état du Piauí en lien avec l'usine de Lavebras à Teresina. En lien avec cette action civile publique par laquelle le bureau du Procureur demandait au juge en charge de l'affaire de prendre différentes sanctions à l'encontre de Lavebras, à savoir le paiement d'une amende reflétant les dommages subis (sans précision sur le montant de cette amende) et l'interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics, Lavebras et le bureau du Procureur ont trouvé un accord permettant de mettre fin à cette affaire dans des conditions acceptables pour Lavebras. Bien que cet accord transactionnel nécessite encore d'être validé par le juge en charge de l'affaire, la Société estime que cette action a de bonnes chances d'être close sous peu.

Pour mémoire, l'action civile publique ci-dessus était consécutive aux problèmes rencontrés par Lavebras au cours de ses discussions avec le Secrétariat à l'Environnement (SEMAM) dans le cadre du renouvellement des permis et licences d'exploitation de l'usine de Teresina. Du fait de ces problèmes, Lavebras a initié des recours afin d'obtenir une autorisation judiciaire d'exploiter son usine, que Lavebras a volontairement fermée en 2020. La décision de justice qui a autorisé Lavebras à exploiter son usine de Teresina en 2019 et 2020 a fait l'objet d'un recours de la part de l'administration compétente et fait désormais l'objet d'un examen par la Cour d'appel. Si la Cour d'appel infirmait la décision de première instance, Lavebras pourrait être considérée comme ayant exploité son usine de Teresina sans les permis et licences d'exploitation nécessaires, ce qui pourrait alors renforcer les arguments du Procureur dans le cadre de la procédure judiciaire décrite ci-après.

La Société estime disposer d'arguments forts en vue d'obtenir une décision favorable dans le cadre de cette procédure judiciaire. Aucune provision n'a été comptabilisée par la Société en lien avec cette procédure dans les comptes au 30 juin 2021.

En sus de ce qui précède, le bureau du Procureur a, en octobre 2019, accusé Lavebras d'avoir causé des pollutions de l'eau du fait de rejets illégaux d'eaux usés dans une rivière fédérale située à proximité de l'usine Lavebras de Teresina et, dès lors, initié une procédure judiciaire du fait de ce que Lavebras aurait exploité son usine sans disposer des permis et licences nécessaires et pollué la rivière voisine. Lavebras a initié un recours afin de clore cette procédure au plus vite et attend des développements dans cette affaire d'ici la fin de l'année 2021. Si elle était condamnée à l'issue de cette procédure judiciaire, Lavebras pourrait faire l'objet de sanctions de différentes natures, en ce compris le paiement d'une amende d'un montant maximum de 1,8 million de réaux (soit environ 300 mille euros) et l'interdiction de conclure des contrats publics avec l'état de Piauí pour une durée pouvant aller de 1 à 5 ans.

Le principal moyen de défense utilisé par Lavebras repose sur le fait que l'usine de Teresina a toujours été exploitée en conformité avec les permis et autorisations détenus, y compris en ce qui concerne le traitement et le rejet des eaux usées.

La Société estime disposer de bons arguments pour obtenir une décision favorable dans cette affaire. Aucune provision n'a été comptabilisée en lien avec cette procédure dans les comptes au 30 juin 2021.

Dans la mesure où la pollution présumée visée ci-dessus concerne une rivière fédérale, la Police fédérale a également ouvert une enquête en mars 2020. Du fait de la crise sanitaire qui a frappé le Brésil au cours des derniers mois, cette enquête est encore à un stade liminaire. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre dans les comptes au 30 juin 2021 ; aucun passif éventuel ne pouvant être estimé par la Société à ce stade.

Litiges administratifs avec des clients publics

Le Groupe fait face à des litiges administratifs avec certains de ses clients publics au Brésil du fait de difficultés présumées dans l'exécution de certains contrats ou d'une qualité de service jugée insuffisante. En conséquence, ces clients publics entendent prendre des sanctions à l'encontre de certaines des entités du Groupe au Brésil. Selon les circonstances, ces sanctions peuvent consister en (i) le cas échéant, un remboursement de certains des paiements reçus au titre de ces contrats, (ii) l'application d'amendes, et/ou (iii) une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics s'applique généralement uniquement à la personne morale ayant été sanctionnée, et est en principe limitée au même niveau administratif (à savoir au niveau fédéral, régional ou municipal) que celui du client public ayant prononcé ces sanctions. De plus, une telle interdiction est sans effet sur les contrats en cours avec des clients publics (à l'exception néanmoins (i) du renouvellement de ces contrats, que les clients publics pourraient considérer au cas par cas comme inadaptés, ainsi que (ii) des contrats pour lesquels le prononcé d'une telle interdiction constituerait un motif valable de résiliation). Néanmoins, le Groupe ne peut exclure la possibilité qu'une telle interdiction soit étendue, d'une part, à d'autres états du Brésil ou municipalités et, d'autre part, à d'autres niveaux administratifs (au niveau fédéral, régional ou municipal) sur le territoire concerné, étant entendu toutefois qu'une telle extension ne pourrait avoir lieu qu'au cas-par-cas et en vertu d'une demande spécifique déposée par une partie ayant un intérêt à agir.

Dans les différents litiges susvisés, le Groupe a soumis ou s'apprête à soumettre ses arguments en défense afin de répondre à ceux développés par ses clients publics et reste en attente des décisions administratives à venir. Lorsqu'une décision administrative définitive sera prise, le Groupe pourra, s'il le souhaite, la contester par voie judiciaire, y compris afin d'obtenir son annulation en invoquant une violation du principe constitutionnel de proportionnalité des sanctions prononcées par les personnes publiques. Parallèlement à cette contestation, le Groupe pourrait, si cela était nécessaire, chercher à obtenir, par voie de procédure d'urgence, la suspension d'une interdiction de participer à des appels d'offres publics et de conclure des contrats publics en l'attente d'une décision sur le fond.

En lien avec ces litiges, des provisions ont été comptabilisées au 30 juin 2021 par la Société pour un montant d'environ 2,5 millions de réaux (soit environ 0,4 million d'euros).

• En France

Enquête de la DIRECCTE

Le Groupe a connaissance d'une enquête en cours des autorités de concurrence françaises, notamment à la suite d'une plainte relative à certaines pratiques tarifaires du Groupe déposée par un gîte, client du Groupe, auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire en 2014. Le Groupe ne peut exclure que cette enquête soit étendue à d'autres pratiques que les seules pratiques tarifaires.

Aucune provision n'est reconnue compte tenu de la difficulté d'évaluer à ce stade si ce risque se concrétisera et ses éventuelles conséquences, notamment financières, pour le Groupe.

• Contrôles fiscaux

Le Groupe fait l'objet de contrôles fiscaux dans différents pays. Lorsque le Groupe considère, avec ses conseils, disposer de suffisamment d'arguments, aucune provision n'est enregistrée.

NOTE 8 Financement et instruments financiers

8.1 Résultat financier net

(en millions d'euros)	30/06/2021	30/06/2020
Charge d'intérêts sur emprunts et comptes courants de participation mesurée au coût amorti	(37,9)	(38,5)
Charge d'intérêts sur passifs locatifs	(5,1)	(4,9)
Charge totale d'intérêts	(43,0)	(43,5)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de taux évalués à la juste valeur par le résultat	-	-
Produits d'intérêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif	0,2	0,2
Gains/Pertes de change	1,6	(1,4)
Gains/Pertes sur instruments dérivés de change évalués à la juste valeur par le résultat	(0,1)	(0,0)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(0,6)	(0,7)
Autres	(0,1)	(0,1)
Résultat financier net	(42,0)	(45,6)

8.2 Endettement financier brut

Les sources de financement du groupe Elis reposent sur plusieurs piliers : financements sur les marchés de capitaux court et moyen terme, financements bancaires et placements privés dont la description figure à la Note 8.3 « Endettement financier brut » des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

(en millions d'euros)	Échéances des dettes	30/06/2021	31/12/2020
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2023, 2024, 2025, 2026 et 2028	2 362,9	2 383,8
Obligations convertibles	2023	378,4	373,7
USPP	2029	335,3	334,3
Revolving / bilatérale court terme		0,8	0,8
Billets de trésorerie	inf. à 12 mois	267,5	317,5
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir		(15,9)	(19,1)
Compte courant bloqué de participation		18,1	19,2
Divers		7,9	8,3
Découverts bancaires		0,0	0,0
Total emprunts et dettes financières		3 355,0	3 418,6

Au 30 juin 2021, la totalité des dettes financières tirées à long terme sont à taux fixe.

Répartition des dettes financières par devise

	30/06/2021	31/12/2020
EUR	3 321,2	3 385,7
USD	33,7	32,6
CLP	0,2	0,4
Emprunts et dettes financières	3 355,0	3 418,6

Les principales émissions et remboursements d'emprunts de la période sont présentés ci-après :

(en millions d'euros)	31/12/2020	Change- ments dans les flux de trésorerie découlant d'activités de finance- ment	Change- ments dé- coulant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres en- treprises	Effet des change- ments dans les taux de change	Variations des décou- verts ban- caires	Autres change- ments	30/06/2021
Euro Medium Term Notes	2 350,0	-	-	-	-	-	2 350,0
Obligations convertibles	373,7	-	-	-	-	4,7	378,4
USPP	332,6	(0,0)	-	-	-	1,1	333,7
Revolving / bilatérale court terme	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie	317,5	(50,0)	-	-	-	-	267,5
Autres emprunts	8,3	(4,0)	3,6	0,0	0,0	0,0	7,9
Découverts bancaires	0,0	-	0,0	0,0	(0,0)	-	0,0
Compte-courant bloqué de par- ticipation des salariés	19,2	(1,6)	-	-	-	-	17,6
Emprunts	345,1	(55,6)	3,6	0,0	(0,0)	0,0	293,0
Intérêts courus	36,3	-	-	-	(0,0)	(20,4)	15,9
Frais d'émissions d'emprunts res- tants à amortir	(19,1)	(0,1)	-	-	(0,0)	3,2	(15,9)
Emprunts et dettes financières	3 418,6	(55,7)	3,6	0,0	(0,0)	(11,4)	3 355,0
Réconciliation avec l'état des flux de trésorerie							
- Encaissements liés aux nou- veaux emprunts		262,2					
- Remboursements d'emprunts		(318,0)					
Variation de l'endettement		(55,7)					

• Marchés de capitaux

Sur les marchés de capitaux court terme, Elis dispose d'un programme de billets de trésorerie, non noté, visé par la Banque de France, d'un montant de 600 millions d'euros. Au 30 juin 2021, l'encours de billets de trésorerie était de 267,5 millions d'euros contre 317,5 millions d'euros au 31 décembre 2020, soit en diminution de 50,0 millions d'euros.

• Financements bancaires et placements privés

Au 30 juin 2021, les deux lignes de crédit renouvelable d'un montant total de 900 millions d'euros sont non tirées.

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Comptes à vue	152,0	136,6
Dépôt à terme et valeurs mobilières de placement	0,4	1,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	152,4	137,6
Découverts bancaires	(0,0)	(0,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	152,4	137,6

En Amérique latine, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 31,2 millions d'euros au 30 juin 2021 (26,5 millions d'euros au 31 décembre 2020).

8.4 Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
EMTN	2 350,0	2 350,0
Obligations convertibles	378,4	373,7
USPP	333,7	332,6
Revolving / bilatérale court terme	-	-
Billets de trésorerie	267,5	317,5
Autres emprunts	7,9	8,3
Découverts bancaires	0,0	0,0
Compte-courant bloqué de participation des salariés	17,6	19,2
Emprunts	293,0	345,1
Intérêts courus	15,9	36,3
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(15,9)	(19,1)
Emprunts et dettes financières	3 355,0	3 418,6
Dont part des dettes financières à moins d'un an	283,9	352,0
Dont part des dettes financières à plus d'un an	3 071,1	3 066,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	152,4	137,6
Solde endettement net	3 202,6	3 281,0

8.5 Actifs et passifs financiers

Le tableau ci-après présente la comparaison entre la valeur au bilan et la juste valeur des actifs et passifs financiers :

(en millions d'euros)	30/06/2021		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,2	0,2	0,2			
Autres actifs non courants	65,6	65,6	28,9	-	36,7	
Actifs sur contrats	37,3	37,3			37,3	
Clients et autres débiteurs	549,6	549,6			549,6	
Autres actifs courants	17,3	17,3	0,4	0,3	16,5	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152,4	152,4			152,4	
Actifs financiers	822,3	822,3	29,5	0,3	792,5	-
Emprunts et dettes financières	3 071,1	3 128,2				3 071,1
Autres passifs non courants	25,5	25,5	15,5	0,7		9,4
Fournisseurs et autres créditeurs	252,3	252,3				252,3
Passifs sur contrats	65,0	65,0				65,0
Autres passifs courants	373,3	373,3	4,1	0,7		368,5
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	283,9	290,1				283,9
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 071,2	4 134,4	19,6	1,4	-	4 050,2

(en millions d'euros)	31/12/2020		Classification des instruments financiers			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Obligatoire à la juste valeur par le résultat net	Juste valeur - instruments de couverture par OCI	Actifs financiers au coût amorti	Dettes au coût amorti
Autres participations	0,2	0,2	0,2			
Autres actifs non courants	64,4	64,4	28,1	-	36,3	
Actifs sur contrats	27,6	27,6			27,6	
Clients et autres débiteurs	517,0	517,0			517,0	
Autres actifs courants	18,8	18,8	1,5	(0,0)	17,4	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	137,6	137,6			137,6	
Actifs financiers	765,7	765,7	29,7	(0,0)	736,0	-
Emprunts et dettes financières	3 066,6	3 117,2				3 066,6
Autres passifs non courants	20,9	20,9	18,2	1,5		1,2
Fournisseurs et autres créditeurs	221,3	221,3				221,3
Passifs sur contrats	62,7	62,7				62,7
Autres passifs courants	347,7	347,7	7,9	3,0		336,9
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	352,0	358,5				352,0
Passifs financiers (hors passifs locatifs)	4 071,2	4 128,3	26,0	4,5	-	4 040,7

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

(en millions d'euros)	30/06/2021 Juste valeur	Hiérarchie de juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,2			0,2
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	-		-	
Dérivés actifs courants (change à terme)	0,7		0,7	
Actifs compensatoires	28,9			28,9
Actifs mesurés à la juste valeur	29,8	-	0,7	29,1
Dérivés passifs non courants (cross-currency swap)	0,7		0,7	
Dérivés passifs courants (change à terme)	1,5		1,5	
Dettes liées aux acquisitions	18,8			18,8
Passifs mesurés à la juste valeur	21,0	-	2,1	18,8
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 388,8	2 388,8		
USPP	350,0		350,0	
Obligations convertibles - composante dette	385,2		385,2	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 124,0	2 388,8	735,1	-

(en millions d'euros)	31/12/2020 Juste valeur	Hiérarchie de juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres participations	0,2			0,2
Dérivés actifs non courants (cross-currency swap)	-		-	
Dérivés actifs courants (change à terme)	1,5		1,5	
Actifs compensatoires	28,1			28,1
Actifs mesurés à la juste valeur	29,7	-	1,5	28,3
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	1,5		1,5	
Dérivés passifs courants (change à terme)	4,7		4,7	
Dettes liées aux acquisitions	24,3			24,3
Passifs mesurés à la juste valeur	30,5	-	6,2	24,3
EMTN (Euro Medium Term Notes)	2 388,5	2 388,5		
USPP	358,3		358,3	
Obligations convertibles - composante dette	383,0		383,0	
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	3 129,8	2 388,5	741,3	-

NOTE 9 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu pour la totalité de la période annuelle pour chaque juridiction fiscale.

NOTE 10 Capitaux propres et résultat par action

10.1 Evolution du capital

Nombre d'actions au 31 décembre 2020	221 819 430
Nombre d'actions au 30 juin 2021	224 069 369
Nombre d'actions autorisées	224 069 369
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	224 069 369
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	1,00
Actions de l'entité détenue par elle-même (*)	118 604
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

* Au 30 juin 2021, le Berendsen Employee Benefit Trust ne détient plus aucune action de la société Elis (393 532 actions détenues au 31 décembre 2020). La réserve sur actions propres correspondante a été reclassée en résultats accumulés non distribués pour 2,5 millions d'euros.

■ Suite à l'acquisition définitive des actions gratuites de performance, le capital social a été augmenté en date des 6 avril 2021 et 2 mai 2021 d'un montant nominal respectivement de 0,3 million d'euros et de 0,9 million d'euros par incorporation desdites sommes sur le poste « Primes liées au capital ».

■ Par ailleurs, l'assemblée Générale du 20 mai 2021 a décidé d'apurer le report à nouveau débiteur de la société mère par prélèvement sur le poste « Primes liées au capital » pour un montant de 42,8 millions d'euros.

■ Enfin, dans le cadre d'une nouvelle souscription au plan d'épargne Groupe, les opérations suivantes ont été effectuées en date du 29 juin 2021 :

- le capital social a été augmenté d'un montant de 1,1 million d'euros et la prime d'émission d'un montant de 9,5 millions d'euros,
- une provision pour les frais liés aux augmentations de capital (nette de l'économie d'impôt) correspondante a ensuite été imputée sur les primes d'émission,
- enfin, le solde a été doté à la réserve légale pour 9,3 millions d'euros, par prélèvement sur le poste « primes d'émission ».

• Contrat de liquidité

En date du 26 février 2021, la Société a mis fin au contrat de liquidité confié à la société Kepler Cheuvreux afin d'y substituer un autre prestataire. A la date de résiliation de ce contrat, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité : 185 022 titres et 497 338,62 € en espèces. À compter du 1^{er} mars 2021, pour une durée initiale s'achevant le 31 décembre 2021 et renouvelable ensuite par tacite reconduction par période annuelle, la Société a confié à Exane BNP Paribas la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur les actions ordinaires Elis (code ISIN FR0012435121), conforme à la décision AMF n° 2018-01 en date du 2 juillet 2018 portant instauration des contrats de liquidité sur titres de capital au titre de pratique de marché admise (la « Décision AMF »). La plateforme de négociation sur laquelle les transactions au titre de ce contrat de liquidité sont effectuées est Euronext Paris. Pour la mise en œuvre de ce contrat, les moyens suivants sont affectés au compte de liquidité : 185 022 titres et 497 338,62 € en espèces.

10.2 Dividendes et distributions payés et proposés

Comme en 2020, dans le contexte lié au coronavirus, le directoire a décidé, après approbation du conseil de surveillance, de ne proposer aucune distribution au vote de l'assemblée générale annuelle du 20 mai 2021.

10.3 Résultats par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-après :

(en millions d'euros)	30/06/2021	30/06/2020 retraité
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		
- Activités poursuivies	17,0	(21,3)
- Activités abandonnées	-	-
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	17,0	(21,3)
Nombre moyen pondéré d'actions	222 116 254	221 240 926
Impact potentiel de la conversion d'obligations convertibles	13 124 018	13 124 018
Impact potentiel des actions dont l'émission est conditionnelle	849 053	55 162
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	236 089 325	234 420 106

NOTE 11 Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation et passifs locatifs

(en millions d'euros)	Actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation			Total	Passifs locatifs
	Terrains et constructions	Véhicules	Installations et Matériels		
Au 31 décembre 2020	310,6	118,3	9,7	438,6	447,3
Augmentation liée aux regroupements d'entreprises	-	0,4	1,9	2,4	0,6
Nouveaux droits d'utilisation	5,8	25,0	0,7	31,5	31,5
Réévaluation des droits d'utilisation	0,8	5,2	0,0	6,1	6,1
Amortissement/Dépréciation	(20,3)	(23,0)	(1,8)	(45,1)	
Paiements du principal					(45,1)
Écarts de conversion	2,3	1,4	0,1	3,7	3,8
Autres mouvements	(0,4)	(2,0)	(0,1)	(2,5)	(1,6)
Au 30 juin 2021	298,7	125,3	10,7	434,6	442,6

Le Groupe a reconnu au 30 juin 2021 des charges de location se rapportant aux contrats de location :

- à court terme pour 2,8 millions d'euros (5,1 millions au 30 juin 2020),
- dont l'actif sous-jacent est de faible valeur pour 1,0 million d'euros (0,8 million d'euros au 30 juin 2020),
- aux paiements de loyers variables pour 0,4 million d'euros (0,4 million d'euros au 30 juin 2020).

NOTE 12 Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	5,1	5,6
Avals, cautions et garanties données		
Garanties de passif	8,8	11,1
Engagement reçu		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	18,4	17,8
Garanties de passif	85,8	119,2

NOTE 13 Évènements postérieurs à la date de clôture

- Le 1^{er} juillet 2021, Elis Nederland BV a finalisé l'acquisition de Arvo Protect BV, entreprise de *pest control*. L'entreprise emploie 6 salariés et réalise un chiffre d'affaires annuel de 0,6 million d'euros.
- Le 26 juillet 2021, le Groupe a finalisé l'acquisition de PestGuard Ltd, entreprise de *pest control* basée à Dublin. L'entreprise emploie 50 salariés et réalise un chiffre d'affaires d'environ 3 millions d'euros. Cette acquisition permet à Elis d'accélérer son développement sur le marché de la lutte contre les nuisibles, qu'il adresse depuis peu en Irlande.

3

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Elis

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de la société Elis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires condensés.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

Mazars

PricewaterhouseCoopers Audit

Francisco SANCHEZ

Edouard SATTLER

Bardadi BENZEGHADI

4

Attestation de la personne responsable

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Saint-Cloud, le 28 juillet 2021

Le Président du directoire,

Xavier Martiré



[elis.com](https://www.elis.com)

